4e Année, N° 52 - 15 Février 1928

Prix : 1 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

SOMMAIRE :

Administration et Rédaction : 96, Quai de Jemmapes -:- PARIS (10e)

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste
(Paraissant le 1er et le 15)

Rédaction et Administration 96, Quai Jemmapes PARIS-Xe

Téléphone : Combat 08-02

La revue «LA VIE OUVRIERE» d'avant-guerre avait fait une œuvre de coopération intellectuelle ouvrière qui avait forcé l'attention de ses adversaires eux-mêmes. C'est cette œuvre qui est reprise, aujourd'hui, par notre petit groupe de « sauvages ».

(*Révolution Prolétarienne*, n° 1, janvier 1925.)

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la **Révolution Prolétarienne** publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

Etudes, Enquêtes, Monographies, Documents.

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage (P. Monatte)

Les Notes Economiques (R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme (Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres (De tout et de tous)

A travers les Livres (A. Rosmer, B. Giauffret, A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale (De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne, etc., etc.)

Faits et Documents

COLLABORATEURS

G. Airelle, E. Allot, J. Aufrère, J. Baldacci, E. Berth, Marthe Bigot, M. Chambelland, J. Cévenol, F. Charbit, J. Cornec, V. Delagarde, Max Emile, Finidori, H. Fulconis, A. Garnery, B. Giauffret, Max Eastman, Jean Glaive, V. Godonnèche, R. Hagnauer, G. Lacoste, F. Loriot, R. Louzon, A. Mahouy, L. Marzet, J. Mesnil, P. Monatte, G. Nicolas, J. Péra, R. W. Postgate, A. Richard, A. Rosmer, R. Rouviane, C. Talès, A. Thévenon, G. Thomas, A. Villeval, etc., etc...

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES

Six mois............ 16 fr Un an............... 30 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois. .... 22 fr Un an............... 40 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : Pierre Monatte.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades Busseuil *ou* Barat.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : *Révolution Prolétarienne* 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

La Ligue Syndicaliste

SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes.

Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales.

Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues **5 francs** et par des timbres vendus **1 franc.**

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice Chambelland, 96, quai Jemmapes, Paris-Xe.

Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à tout militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : **30 francs.**

Reliés « Selflior » : **38 fr. 50** (franco **40 fr. 50**).

RÉVOLUTIONNAIRES DE PARTOUT, ENTENDEZ-VOUS ?

L'APPEL DES DÉPORTÉS

Au Présidium de l'Exécutif de l'Internationale Communiste.

Aux Comités Centraux des Partis nationaux de l'Internationale Communiste.

Nous, soussignés, exclus des rangs du Parti Communiste de l'U. R. S. S. par suite des décisions du XV° Congrès de notre Parti, nous avons cru nécessaire de faire appel directement de notre exclusion devant le VI° Congrès de l'Internationale communiste. Mais, par un arrêté du Guépéou, nous, vieux militants du bolchevisme et du Parti, nous sommes déportés dans les districts les plus éloignés de l'Union Soviétique, sans que la moindre accusation ait pu être retenue contre nous, dans le seul but de rompre notre liaison avec Moscou et les autres centres ouvriers, et par suite avec le VI° Congrès de l'Internationale Communiste.

Nous estimons dès lors nécessaire, à la veille de notre départ forcé vers les régions les plus lointaines de notre Union Soviétique, d'adresser la présente déclaration au présidium du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste en le priant de la porter immédiatement à la connaissance des Comités Centraux de tous les partis communistes.

Les déportations et leur signification historique

1. — La déportation administrative de vieux militants du parti, par ordre du Guépéou, est tout simplement un nouveau maillon de la chaîne des événements qui ébranlent le P. C. Ces événements ont une signification historique gigantesque pour une série d'années. Les divergences actuelles sont parmi les plus importantes dans l'histoire du mouvement révolutionnaire international. Il s'agit en fait de ne pas perdre la dictature du prolétariat érigée en Octobre 1917. La lutte au sein du P. C. de l'U. R. S. S. se développe, en réalité, derrière le dos de l'Internationale Communiste, sans sa participation, et même à son insu. Les principaux documents que l'Opposition a consacrés aux plus grandes questions de notre époque restent inconnus de l'Internationale Communiste. Les partis communistes se trouvent chaque fois placés devant le fait accompli et mettent leur sceau au bas de résolutions toutes prêtes. Nous sommes d'avis qu'un tel état de choses a ses racines dans le régime intérieur erroné auquel est soumis le P. C. de l'U. R. S. S., ainsi que l'Internationale Communiste dans son ensemble.

2. — L'âpreté extraordinaire de la lutte à l'intérieur du Parti, qui a conduit à notre exclusion (et tout récemment, sans le moindre prétexte, à notre déportation), a été précisément provoquée par nos efforts pour informer de nos vues notre Parti et l'Internationale Communiste. Sous le régime de Lénine, informer ainsi était considéré comme une chose naturelle. La discussion se déroulait alors sur la base de la publication et de l'examen complet de tous les documents relatifs aux questions controversées. Sans un régime pareil, l'Internationale Communiste ne peut pas devenir ce qu'elle doit être. Au prolétariat international incombe encore la lutte pour le pouvoir contre une bourgeoisie extrêmement puissante. Cette lutte exige à la tête des partis communistes une direction autorisée, ferme et indépendante. Une telle direction ne peut naître qu'au cours d'une suite d'années, sur la base du choix des représentants les plus fermes, les plus capables, les plus indépendants et les plus courageux de l'avant-garde prolétarienne. Les fonctionnaires les plus zélés ne peuvent remplacer les chefs révolutionnaires. La victoire de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde entier, dépend, dans une mesure considérable, de la solution du problème de la direction révolutionnaire. Le régime intérieur actuel de l'Internationale Communiste empêche la sélection et l'éducation d'une telle direction. Cela se voit de la manière la plus claire par l'attitude des partis communistes étrangers vis-à-vis des problèmes intérieurs du P. C. de l'U. R. S. S., dont le sort est étroitement lié à celui de l'Internationale Communiste.

« On nous déporte à cause de nos opinions »

3. — Nous, les Opposants, nous avons brisé les normes de la vie du Parti. Pourquoi ? Parce que la possibilité d'exercer nos droits normaux de membres du Parti nous a été injustement ravie. Pour porter nos points de vue à la connaissance du Congrès, nous avons été contraints d'utiliser une imprimerie d'Etat. Pour réfuter devant la classe ouvrière la falsification de nos points de vue, et, en particulier, la grossière calomnie relative à notre prétendue liaison avec un officier de Wrangel et avec la contre-révolution en général, nous avons porté à la démonstration du dixième anniversaire, des pancartes avec les inscriptions suivantes :

« Laissez-nous diriger le feu à droite, contre les Koulaks, les Nepmen et les Bureaucrates ! »

« Laissez-nous exécuter le testament de Lénine ! »

« Pour une réelle démocratie dans le Parti ! »

Ces mots d'ordre, incontestablement bolcheviques, furent déclarés non seulement hostiles au Parti, mais contre-révolutionnaires. Un grand nombre de signes montrent qu'à l'avenir on doit s'attendre à ce que l'Opposition soit mensongèrement présentée comme liée aux gardes blancs et aux organisations menchéviques dont nous sommes plus éloignés que quiconque.

Pour fabriquer un tel amalgame, il n'est pas besoin de prétextes, pas plus que pour nous déporter.

4. — Dans la déclaration que nous avons remise au XV° Congrès, revêtue des signatures des camarades Smilga, Mouralov, Rakowsky et Radek, nous avons déclaré nous soumettre aux décisions du XV° Congrès et être prêts à cesser tout travail fractionnel. Malgré cela, on nous a exclus et on nous déporte à cause de nos opinions. Nous avons déjà déclaré, et nous le répétons ici, que nous ne pouvons pas renoncer à nos opinions exprimées dans nos thèses et dans notre plate-forme, opinions dont le cours des événements confirme la justesse.

Période de défaites

5. — La théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, dans sa tendance essentielle comme dans ses conséquences inéluctables, isole le sort de l'U. R. S. S. du sort du prolétariat mondial dans son ensemble. Poser la question d'une telle manière, c'est porter une atteinte profonde, théorique et politique, aux fondements mêmes de

l'internationalisme prolétarien. La lutte contre cette nouvelle théorie, créée en 1925, antimarxiste du début à la fin, c'est-à-dire la lutte pour les intérêts fondamentaux de l'Internationale Communiste, a conduit à notre exclusion du Parti et à notre déportation administrative.

6. — La revision du marxisme et du léninisme dans la question essentielle du caractère international de la révolution prolétarienne, a sa racine dans le fait que la période allant de l'année 1923 jusqu'à aujourd'hui a été marquée par de graves défaites de la révolution prolétarienne internationale (1923 en Bulgarie et en Allemagne, 1925 en Esthonie, 1926 en Angleterre, 1927 en Chine et en Autriche). Seules ces défaites ont créé la possibilité de ce qu'on a nommé la stabilisation du capitalisme, car elles ont raffermi temporairement la situation de la bourgeoisie mondiale ; elles ont amené le renforcement de la pression de celle-ci sur l'U. R. S. S., et ralenti le rythme de l'édification socialiste ; elles ont reforcé les positions de notre bourgeoisie à l'intérieur ; elles ont donné à celle-ci la possibilité de se lier plus rapidement à beaucoup d'éléments de l'appareil d'Etat soviétique ; elles ont accru la pression de ces éléments sur l'appareil du Parti et elles ont conduit à l'affaiblissement de l'aile gauche de notre Parti. Durant cette période, il s'est produit en Europe une renaissance temporaire de la Social-Démocratie ; un affaiblissement temporaire des partis communistes et un renforcement de l'aile droite au sein de ces derniers. L'Opposition dans le P. C. de l'U. R. S. S., en tant qu'aile gauche prolétarienne, a subi une défaite correspondante dans cette période d'affaiblissement provisoire des positions de la révolution prolétarienne mondiale.

7. — Si les partis de l'Internationale Communiste n'ont pas la possibilité d'apprécier exactement la signification historique de l'Opposition dans le P. C. de l'U. R. S. S. par contre la bourgeoisie mondiale a donné une appréciation sans équivoque. Tous les organes bourgeois un tant soit peu sérieux, dans tous les pays, considèrent l'Opposition du P. C. de l'U. R. S. S. comme leur ennemie mortelle et considèrent, par contre, la politique de la majorité dirigeante comme une étape nécessaire de la marche de l'U. R. S. S. vers le monde « civilisé », c'est-à-dire vers le monde capitaliste.

Le Présidium de l'Internationale Communiste se doit, selon nous, de rassembler les opinions exprimées par les chefs politiques et par les organes principaux de la bourgeoisie, sur la lutte intérieure du P. C. de l'U. R. S. S., afin de donner au VIe *Congrès la possibilité de tirer les conséquences politiques nécessaires dans cette question primordiale.*

Un exemple frappant de putschisme

8. — Les faits et les leçons de la révolution chinoise, l'un des plus grands événements de l'histoire mondiale, ont été maintenus dans l'obscurité, placés hors de discussion et hors de toute compréhension par l'opinion publique de l'avant-garde prolétarienne. C'est un fait que le Comité Central du P. C. U. a interdit la discussion des questions relatives à la révolution chinoise. Alors que sans l'examen des fautes commises, fautes classiques d'opportunisme, toute préparation révolutionnaire ultérieure des partis prolétariens d'Europe et d'Asie est inconcevable !

Les événements de décembre à Canton — indépendamment de la question de savoir sur qui retombre la responsabilité de leur direction — fournissent un exemple frappant de putschisme lors du reflux de la vague révolutionnaire. Dans une période révolutionnaire, une oscillation vers l'opportunisme a fréquemment succédé à des défaites dont la cause immédiate fut une direction opportuniste. L'Internationale Communiste ne peut avancer d'un pas avant d'avoir mis à l'étude les expériences lors du soulèvement de Canton, par rapport au cours général de la révolution chinoise ; c'est une des tâches primordiales du VIe *Congrès mondial. Les mesures d'oppression contre l'aile gauche, non seulement ne corrigeront pas les fautes commises, mais, et c'est le plus grave, ne serviront d'enseignement à personne.*

9. — La contradiction la plus nette et la plus grosse de menaces dans la politique du P. C. de l'U. R. S. S. et de l'Internationale Communiste, dans son ensemble, est constituée par le fait qu'après quatre années du processus de stabilisation, signifiant le renforcement des tendances de droite dans le mouvement ouvrier, le feu reste dirigé principalement contre la Gauche. Dans la période qui vient de s'écouler, nous avons été les témoins de fautes et de déviations opportunistes énormes dans les partis communistes d'Allemagne, d'Angleterre, de France, de Pologne, de Chine, etc. Dans le même temps, l'aile gauche de l'Internationale Communiste était soumise à une destruction en règle, à pire encore.

Une évolution à gauche, due aux contradictions du processus de la stabilisation, se produit, sans aucun doute, dans les masses ouvrières d'Europe.

Il est difficile de prédire à quel rythme s'accomplira cette évolution à gauche et quelles formes elle va prendre dans le proche avenir. Mais l'écrasement continu des éléments de gauche prépare, pour le moment où s'aggravera la situation révolutionnaire, une nouvelle crise de direction semblable à celles que nous avons connues ces dernières années en Bulgarie, en Allemagne, en Angleterre, en Pologne, en Chine, etc., etc. ! Peut-on exiger de révolutionnaires, de léninistes, de bolcheviks, qu'ils se taisent en face de telles perspectives ?

Les dangers qui menacent la dictature du prolétariat

10. — Nous n'estimons pas nécessaire de réfuter une fois de plus cette affirmation fausse que nous nierions le caractère prolétarien de notre Etat, la possibilité de l'édification socialiste ou même la nécessité de la défense inconditionnelle de la dictature prolétarienne contre ses ennemis de classe de l'intérieur et de l'extérieur. Ce ne sont pas ces questions qu'il s'agit de discuter ; il s'agit de mesurer les dangers menaçant la dictature du prolétariat, il s'agit des méthodes de lutte contre ces dangers et de distinguer les véritables et les faux amis, les faux et les véritables ennemis.

Nous affirmons qu'au cours des dernières années, sous l'influence de causes intérieures et internationales, le rapport des forces s'est modifié au détriment du prolétariat ; que l'influence de celui-ci dans l'économie, la politique et la vie culturelle du pays ne s'est pas accrue mais, au contraire, est devenue plus faible ; nous affirmons que dans le pays les forces de réaction thermidorienne se sont affermies, et qu'une estimation insuffisante des dangers qui en découlent accroît ceux-ci d'une manière extraordinaire. L'expulsion du Parti de l'Opposition est une aide inconsciente, mais d'autant plus effective, donnée par l'appareil du Parti aux classes non prolétariennes, qui aspirent à se renforcer et à se consolider aux dépens de la classe ouvrière. De ce point de vue historique, nous jugeons notre déportation, et nous ne doutons pas que dans un avenir prochain, l'avant-garde du prolétariat mondial la jugera de la même manière.

11. — La préparation du XVe *Congrès du Parti — convoqué en violation des statuts, après un intervalle de deux ans — fut, au fond, l'expression nette et brutale de la prépondérance de l'appareil recourant de plus en plus à des mesures de répression gouvernementales. Sans délibération d'une manière inattendue, le XV*^e^ *Congrès a adopté une résolution selon laquelle les Congrès se réuniront dorénavant, tous les deux ans.*

Dans le pays de la dictature prolétarienne, dont le Parti communiste est le représentant, on a pu, dix ans après la révolution d'Octobre, arracher au Parti son droit élémentaire d'examiner au moins une fois par an l'activité de ses organes et avant tout de son Comité Central.

Dans les conditions les plus pénibles de la guerre civile et de la famine, les Congrès se réunissaient parfois deux

fois dans l'année, mais jamais moins d'une fois par an. Alors, le Parti délibérait et décidait réellement sur toutes les questions, ne cessant jamais de garder son sort entre ses mains. Quelles forces l'obligent maintenant à considérer les Congrès comme un mal nécessaire qu'on doit réduire au minimum ?

Ces forces ne sont pas celles du prolétariat. Ces forces sont la résultante d'une pression étrangère sur l'avant-garde du prolétariat. Cette pression a conduit à l'exclusion de l'Opposition et à la déportation administrative de vieux militants bolcheviks en Sibérie et dans d'autres coins sombres.

12. — *Nous repoussons l'accusation d'aspirer à créer un second Parti. Nous disons par avance que les éléments d'un second Parti se rassemblent en réalité derrière le dos des masses du Parti et avant tout de leur noyau prolétarien, là où les éléments dégénérés de l'appareil du Parti et de l'Etat composent avec les nouveaux propriétaires privés. Les pires représentants de la bureaucratie, munis ou non de la carte du Parti, qui n'ont absolument rien de commun avec les buts et les méthodes de la révolution prolétarienne internationale, se groupent toujours davantage, créant ainsi les points d'appui pour un deuxième Parti qui se dessine et qui, dans un délai plus ou moins éloigné, peut devenir l'aile gauche des forces thermidoriennes.*

L'accusation selon laquelle, nous, les défenseurs de la ligne historique du bolchevisme nous voudrions fonder un deuxième Parti sert en réalité à masquer inconsciemment le profond travail souterrain des forces historiques ennemies du prolétariat. Nous mettons en garde l'Internationale Communiste ; tôt ou tard, ce travail sera visible pour tous, mais chaque jour perdu rend plus difficile une résistance victorieuse.

« Le testament de Lénine apparaît comme une prophétie »

13. — *Il faut préparer le VI*[e] *Congrès de l'Internationale Communiste de la manière dont les Congrès étaient préparés du temps de Lénine : publier tous les documents essentiels se rapportant aux questions litigieuses ; suspendre les poursuites contre les communistes coupables seulement d'exercer leurs droits de membres du parti ; dans la discussion devant précéder le Congrès, poser dans toute son ampleur la question du rapport des forces à l'intérieur du P. C. de l'U. R. S. S., ainsi que la question de la ligne politique suivie par ce dernier.*

Les questions litigieuses ne se résolvent pas en accumulant les mesures de répression. De telles mesures ne peuvent jouer un grand rôle que si elles soutiennent une ligne politique juste et facilitent la liquidation de groupements réactionnaires. En qualité de bolcheviks, nous connaissons la valeur des mesures révolutionnaires, nous les avons appliquées souvent contre la bourgeoisie et ses agents ; nous les avons tournées contre les S. R. et les menchéviks.

Nous ne pensons pas un seul instant à renoncer, même à l'avenir, à des mesures révolutionnaires de répression contre les ennemis du prolétariat. Mais nous avons ferme souvenance que les mesures de répression dirigées par les partis ennemis contre les bolcheviks sont demeurées impuissantes. En fin de compte, c'est la ligne politique juste qui triomphe.

Notre déportation à nous, soldats de la révolution d'Octobre et compagnons de lutte de Lénine, est l'expression la plus nette des changements de rapports de classes survenus dans le pays, et constitue en outre l'expression la plus claire aussi du glissement vers l'opportunisme. Nous n'en restons pas moins profondément convaincus que le fondement du pouvoir des Soviets est toujours constitué par le prolétariat. C'est cela qui sauvegarde l'entière possibilité pour la dictature prolétarienne de rétablir l'ordre et de le consolider sans nouveaux ébranlements révolutionnaires, en changeant énergiquement la ligne politique, en rectifiant les fautes, en procédant à de profondes réformes.

Cette possibilité pourra se réaliser par l'intervention énergique de l'Internationale Communiste. Nous faisons appel à tous les partis communistes, ainsi qu'au VI[e] *Congrès mondial, en demandant instamment que toutes les questions soient examinées en pleine lumière et avec l'entière participation des masses des Partis.*

Aujourd'hui, plus que jamais, le Testament de Lénine apparaît comme une prophétie. Personne ne sait combien de temps le cours des événements nous laisse encore pour corriger les fautes commises. Nous nous soumettons à la contrainte et nous quittons nos fonctions dans le Parti et dans les Soviets pour un exil insensé et sans but. Nous ne doutons pas un instant, non seulement que le Parti aura encore besoin de chacun de nous, mais encore qu'à l'heure des grandes luttes imminentes, chacun de nous reprendra sa place dans les rangs du Parti.

Nous demandons au VI[e] *Congrès de l'Internationale Commmuniste de nous réintégrer dans le Parti.*

TROTSKY, RAKOWSKY, RADEK, SMILGA, I. N. SMIRNOV, VALENTINOV, SEREBRIAKOV, BELOBORODOV, PREOBAJENSKY, MALIOUTA, ELIZIN, WAGANIAN, ISCHTCHENKO, NERVILSON, ET UNE SÉRIE D'AUTRES VIEUX BOLCHEVIKS.

Parmi nos Lettres

Le Bloc des Oppositions

On nous a fait pas mal de remarques verbalement sur ce sujet, ce qui prouve qu'une discussion sérieuse est indispensable. Des remarques écrites, il ne nous en est parvenu que de deux côtés.

De Roger Hagnauer :

Le correspondant de la R. P. a raison de penser qu'il y a « d'assez (pourquoi assez ?) bons copains » dans la minorité communiste groupée autour de « Contre le Courant ».

Il y a des militants révolutionnaires dont nous avons apprécié la solidité et le désintéressement, au cours de luttes menées en commun. Loriot a même été l'un de nos guides les plus sûrs dans nos périlleuses batailles de guerre et d'après-guerre. Et nous savons bien qu'entre celui-là et nous, syndicalistes-communistes, il n'y a plus en effet que des nuances de pensée, souvent bien imperceptibles. Il y a aussi d'excellents camarades au Cercle « Marx-Lénine » *Le* Bulletin Communiste *a fait bien avant* Contre le Courant *une besogne nécessaire et sur certains points d'ailleurs sa critique des oppositions russes a rencontré la nôtre.*

Il faut souhaiter que les deux groupes se rejoignent, et qu'ils rattrapent à Paris et surtout en province, les militants en disponibilité, captivés par la philosophique pêche à la ligne, ou l'étourdissante belote. Une telle fusion clarifierait singulièrement la situation.

Mais lorsque le correspondant de la R. P. veut jeter notre noyau dans le mélange, nous devons vite crier : « Casse-Cou ! »

N'y a-t-il entre les syndicalistes-communistes, et certains leaders de l'opposition communiste que des « nuances de pensée », ou tout au contraire, de sérieuses divergences quant à l'organisation et aux tendances du mouvement révolutionnaire ? La question mériterait une longue discussion qui n'est peut-être pas opportune. Pour nous qui n'avons jamais compris l'action politique du prolétariat que comme le prolongement de son action syndicale, nous ne pouvons nier que les dernières expériences vécues ont singulièrement compromis nos espoirs quant à la possibilité d'un parti politique vraiment prolétarien en France.

Mais je ne veux pas aborder le gros problème. La question actuellement est plus simple. Contre le Courant, Le Bulletin Communiste... *et même — pourquoi pas ? —*

cette Unité Léniniste *dont la lecture est si réjouissante parfois, sont des organes de tendance dont nous ne contestons pas la nécessité et dont nous favoriserons — quant aux deux premiers — le rayonnement. Mais la R. P. n'est pas « cela » doit être « cela » de moins en moins. Elle n'a pas pour but de grignoter des majorités, mais de former des militants. Les tendances les plus saines pourront remporter demain des victoires arithmétiques. Tout sera à refaire... après-demain, si les militants du mouvement syndical ne sont pas capables de penser et d'agir dans le sens de leurs intérêts de classe, sans attendre le secours d'intelligences et de volontés extérieures. « La matière première » que la R. P. doit travailler, elle est dans tous les groupements ouvriers : syndicats unitaires ou confédérés, partis communiste et socialiste, cercles d'opposition communiste, etc...*

Certes notre tâche est moins reluisante que les autres. Nous ne connaîtrons jamais le succès d'actualité. Nous progresserons bien lentement. Mais justement, si nous savons demeurer une coopérative intellectuelle et non devenir une fabrique de « thèses » et de « plateformes », ceux que nous aurons arrachés... aux autres, nous seront définitivement acquis.

D'un vieil abonné :

Que de bons camarades qui croient que le « syndicalisme pur » a vécu — c'est leur droit de le penser et l'état rachitique de la pensée syndicaliste actuellement peut les influencer — veuillent entraîner la R. P. dans une entente des oppositions, cela ne me surprend pas. N'êtes-vous pas le noyau le plus solide, le plus sain, le plus révolutionnaire et sans lequel l'Opposition communiste ne peut grand'chose ? De là son effort pour s'appuyer sur vous.

Mais je ne crois pas que le « syndicalisme pur », c'est-à-dire le syndicalisme révolutionnaire, — rien de celui des anarchistes, rien de celui des Verdier-Besnard non plus, — a vécu. Il subit simplement une éclipse. Il rebrillera bientôt. Aussi, je voudrais vous tirer dans un sens tout contraire à celui qu'indique votre correspondant.

Un programme commun est impossible. Je ne pense pas que l'entente avec Treint, Suzanne Girault, puisse être envisagée. Rien de commun. Avec Contre le Courant *et le* Bulletin Communiste, *avec Souvarine et avec Paz, pas grand' chose non plus. Ils sont des hommes de parti ; vous n'en êtes pas, vous mettez la classe au-dessus du parti. Sur ce point capital, je suis d'accord avec vous. Ils continuent à se placer sur la plateforme de l'I. C. Plus on les accuse de s'en détacher, plus ils s'y cramponnent. Ce sont des communistes orthodoxes. Ils le sont plus que les Cachin, les Doriot et les Sémard, vieille et jeune variétés de politiciens. Mais les fautes commises dans le domaine syndical (la dévastation syndicale commencée par Jouhaux, si bien continuée par les communistes) ces fautes n'incombent pas à des individualités, à Treint ou à Monmousseau, mais à la conception même de l'Internationale communiste. Quiconque reste fidèle à cette conception, quiconque met le parti au-dessus du syndicat, au-dessus de la classe, est profondément éloigné de vous. Une entente entre eux et vous serait un non sens. Vous avez fait une fois la bêtise d'entrer au parti ; vous avez voulu voir, essayer ; il y a des bêtises nécessaires. Mais vous avez vu, n'est-ce pas? Votre essai a été concluant, j'imagine ?*

Que chacun agisse en vertu de la conception qu'il a du mouvement ? Que les hommes de parti fassent leur parti, que les hommes du syndicalisme travaillent dans les syndicats au lieu de disperser et noyer leurs efforts.

Ce ne sera pas en contradiction avec votre désir de faire de la R. P. la coopérative intellectuelle des militants révolutionnaires français. Des syndicalistes seuls pouvaient avoir un tel désir, une telle ambition. Les gens de parti ne peuvent voir que leur parti. Les dominant de très haut, les véritables syndicalistes embrassent tout naturellement l'ensemble du champ de bataille, l'ensemble de la classe ouvrière ; loin d'avoir peur des autres formations, ils en appellent les meilleurs éléments à discuter et à travailler en commun.

***

La besogne des « Amis de l'Union Soviétique

Un camarade de Dax nous écrit :

Le 27 janvier, deux délégués des « Amis de l'Union Soviétique » *sont venus à Dax donner une réunion, assez réussie, pour rendre compte de leur voyage dans l'U. R. S. S.*

L'un d'eux a pris un soin tout particulier à dénoncer, lui sans-parti ,l'action du « contre-révolutionnaire notoire Lazarevitch », ainsi que l'opposition russe. Il s'est notamment servi, pour justifier l'existence du Guépéou aux « Jeunes Patriotes » de l'endroit, de l'action contre-révolutionnaire de Trotsky et de Rakovsky « soutenus, a-t-il dit, par les impérialistes étrangers ».

Reproche lui en a été fait à part une fois la réunion terminée, mais il n'a pas eu l'air de comprendre, assez sûr de lui pour dédaigner la discussion et montrant visiblement qu'il tenait pour parole d'évangile la qualité contre-révolutionnaire de Trotsky. « On nous l'a dit là-bas, on ne parlait que de ça ! »

Ce qu'il y a d'un peu fort, c'est que cinq minutes auparavant, il venait de répondre à un bourgeois que les « Amis de l'U. R. S. S. » *se défendaient de « faire de la politique » et d'intervenir dans les affaires intérieures du parti russe.*

Pourriez-vous poser dans la R. P. la question suivante ? Est-ce ainsi que les « Amis de l'U. R. S. S. » *pensent faire œuvre objective et grouper autour d'eux les citoyens de toutes tendances ? Dans ce cas, il faudrait qu'ils invitent à plus de réserve dans leurs jugements les missionnaires néophytes qu'ils nous envoient.*

Nous posons bien volontiers cette question. Mais qu'on nous permette de dire que c'est exagérer la patience que de supporter une pareille besogne. Ce n'est pas à part, la réunion terminée, qu'il fallait faire des reproches au missionnaire mais en pleine réunion.

***

La Femme dans la production

Roger Hagnauer nous adresse les remarques suivantes :

*De Groote au dernier congrès de la XXe région se serait élevé, d'après l'*Humanité, *contre une phrase d'une motion votée constatant l'introduction définitive de la femme dans la production.*

Il est peu probable que De Groote ait pris une position aussi nettement conservatrice. Même de simples réserves sur ce point sont dangereuses. Et on ne peut que renvoyer ceux qui seraient tentés d'en soulever à l'étude de Marthe Bigot que la R. P. publia, il y a quelques mois et à celle de Marie Guillot dans la V. O. d'avant guerre.

Oui, il faut saluer — malgré les souffrances inévitables qu'elle apporte — l'entrée de la femme — la rentrée, plutôt — dans la production industrielle ; il faut se réjouir de la transformation de la ménagère en productrice. Par là, elle conquiert, face à l'homme, son indépendance économique. Il n'y a pas pour elle, d'autre voie vers son émancipation que des satisfactions « juridiques ou politiques » ne réaliseront jamais. C'est d'ailleurs le seul moyen de lutter contre un féminisme à origines sentimentales et bourgeoises, fort dangereux en son développement. La « conscience de classe » ce n'est pas une marchandise que le « chef de famille » peut offrir du haut de ses supériorités de mâle à sa ménagère asservie.

Cela ne peut naître et vivre que dans l'usine ou l'atelier.

Et tout de même, ce n'est pas une raison parce que les communistes soutiennent une thèse pour que nous nous jetions dans l'antithèse.

C'est d'autant moins une raison que nous avons maints reproches à faire dans ce domaine aux communistes. S'ils parlent bien ils agissent plutôt mal. Ils ont saboté leur propre organisation des femmes communistes, sous prétexte que Marthe Bigot était dans l'opposition. Dans le mouvement syndical, qu'ont-ils fait du secrétariat syndical féminin ? Sabotage encore, parce que Marie Guillot appartenait à la minorité syndicaliste, puis parce que Lucie Colliard, Germaine Goujon se rangeaient dans l'Opposition et se voyaient exclure du parti.

DE L'INSURRECTION DE 1831 A LA RÉVOLUTION RUSSE

Un siècle de Lutte de classes

L'histoire est l'histoire des luttes de classes, telle est l'hypothèse formulée par Marx, hypothèse aussi féconde pour l'étude du développement des sociétés que celle de Newton pour l'étude du mouvement des astres.

Au XIXe siècle, les luttes de classes appartiennent à deux catégories différentes.

D'une part, la lutte presque millénaire entre la féodalité et la bourgeoisie s'achève. La Révolution française a sonné le glas du propriétaire foncier ; c'est à l'agonie successive des derniers représentants de l'Ancien Régime que les événements politiques qui la suivent nous font assister. Les réformes électorales de 1832 et 1867 en Grande-Bretagne, les « journées » de 1830 et 1848 en France, l'établissement d'une monarchie bourgeoise en Italie, l'introduction d'un régime quasi parlementaire en Europe centrale dès les années qui précédèrent la guerre de 1870, et enfin l'effondrement de plusieurs trônes qui clôture la guerre de 1914, en sont les étapes principales.

Mais avant que ne se termine cette lutte, une autre prend naissance : la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

Les origines de cette lutte pourraient être recherchées aux origines mêmes de la bourgeoisie. A l'époque des Communes les grèves étaient constantes, au point que la bourgeoisie n'hésita pas à former des ligues intercommunales pour mettre à l'index les ouvriers suspects. Mais ce ne fut qu'une fois que la bourgeoisie se fut emparée définitivement du pouvoir que la lutte prolétarienne prit l'ampleur d'une véritable lutte de classes.

C'est à près de cent ans que remonte le début de la véritable lutte prolétarienne.

Les deux grands mouvements de début.

Le prolétariat fit son entrée sur la scène de la lutte de classes par deux grands mouvements, presque exactement simultanés, chacun dans l'un des deux grands pays industriels de l'époque, France et Angleterre.

En France, ce fut l'insurrection lyonnaise de 1831. Les patrons de la soie n'ayant pas voulu appliquer un tarif signé par leurs délégués, et le Gouvernement leur ayant donné raison, les ouvriers de la Croix-Rousse, après trois jours de combat, s'emparèrent de toute la ville, et l'occupèrent dix jours durant, faisant régner un ordre parfait, comme ce devait être le cas, quarante ans plus tard, à Paris, sous la Commune.

En Angleterre, ce fut la trades'union de 1834, la « Grande Union nationale consolidée des métiers », fondée par Robert Owen, qui compta rapidement 500.000 membres. Elle se donnait pour but de supprimer, grâce à la grève générale, l'exploitation dont le travailleur est victime. « Le travail est la source de toute richesse », disait confidentiellement Owen aux affiliés de la trades union, donc, toutes les richesses doivent revenir aux travailleurs. Pour obtenir ce résultat, il faut se refuser à travailler pour les patrons.

Ainsi, dès l'origine, le mouvement ouvrier se manifeste sous deux formes, à la fois distinctes et complémentaires : d'une part l'insurrection et la conquête du pouvoir, d'autre part, la grève générale et la suppression de l'exploitation économique.

Les deux tendances fondamentales.

C'est selon ces deux directions principales que le mouvement ouvrier s'est développé jusqu'à aujourd'hui, directions qui tantôt, le plus souvent, se heurtent violemment, et tantôt se fondent en une sorte de synthèse supérieure qui produit de grands événements, mais qui se disloque à peine réalisée.

On appelle d'ordinaire la première : la tendance *politique*, et la seconde : la tendance *économique*, — expressions qui ne sont pas fameuses, car la seconde tendance est aussi politique que la première, si on prend le mot politique dans son vrai sens, mais expressions qui ont l'avantage d'être consacrées par l'usage.

Les luttes entre les deux tendances se sont accusées avec le plus de netteté en France, où le goût traditionnel des idées claires et la liaison intime des idées et de l'action font se heurter toujours avec le plus de force les conceptions opposées. A l'échelle internationale, l'Allemagne fut le plus important représentant de la première tendance, et l'Angleterre celui de la seconde.

La tendance politique considère la Révolution sociale comme un processus indirect, la tendance économique la considère comme une action directe. Pour ceux de la tendance économique, l'exploitation capitaliste peut et doit être supprimée directement par le prolétariat ; c'est le refus de se soumettre à cette exploitation en faisant grève qui est l'arme principale ; c'est la substitution des organisations ouvrières au patronat, dans la direction des entreprises, qui opère par elle-même, directement, la Révolution. Pour ceux de la tendance politique, au contraire, de même que c'est grâce à un organisme extérieur à la production, l'Etat, que la classe capitaliste assure son exploitation du producteur, de même c'est par l'intermédiaire de cet organisme, ou d'un autre plus ou moins analogue, que la classe ouvrière réalisera l'expropriation du capitalisme et rentrera dans l'intégralité du produit de son travail. Pour les « économiques », donc, révolution directement par les producteurs ; révolution *par en bas ;* pour les « politiques », révolution par l'intermédiaire d'un organisme qui commande aux producteurs : révolution *par en haut.*

Il en résulte des différences fort importantes dans la propagande, l'organisation, l'action de chaque jour.

Pour les « économiques », l'organisation économique des prolétaires et la lutte contre le patronat, ainsi que l'accroissement de la capacité de direction de la classe ouvrière par le développement dans toutes ses couches d'une nouvelle culture, sont les œuvres cardinales, celles dont dépend essentiellement la préparation de la

Révolution, et qui, selon le degré auquel elles seront parvenues, feront que la Révolution sera ou ne sera pas.

Pour les « politiques », organisation économique du prolétariat, lutte contre le patronat ne sont que des acessoires, moyens de recrutement tout au plus, qu'il faut admettre afin de satisfaire au désir d'améliorations immédiates des prolétaires, mais seule a vraiment une valeur réelle la lutte pour la conquête de l'Etat ; seuls comptent les organismes, comités électoraux ou groupes armés, qui permettent de s'emparer de l'Etat ; seule également a de l'importance, au point de vue culture, la préparation d'une élite, entraînée soigneusement au maniement d'une doctrine plus ou moins hermétique.

Les deux conceptions se retrouvent aussi différentes dans la façon de concevoir l'organisation de la cité socialiste. Owen et Proudhon ont le mieux mis en lumière la conception des « économiques » ; Saint-Simon a donné la forme la plus accusée à la conception des « politiques ».

Les premiers conçoivent la société future comme une collectivité de producteurs (producteurs individuels ou groupes de producteurs) qui restent dans la production, indépendants les uns des autres, chacun d'eux produisant et s'administrant comme il l'entend, liés les uns aux autres par de simples rapports d'échange, échangeant leurs produits selon les valeurs de ceux-ci.

Les « politiques » considèrent, au contraire, la société économique comme devant constituer un tout unique, où tout se trouve réglementé selon un plan d'ensemble par un corps bureaucratique unique et hiérarchisé.

Il n'est point jusqu'au recrutement des deux tendances, ou tout au moins de leurs cadres, qui ne marque des différences profondes.

Dans le courant économique, lié organiquement de la manière la plus étroite à la classe ouvrière, on ne rencontre presque exclusivement que des ouvriers ; les rares intellectuels qui s'y trouvent ne jouent qu'un rôle tout à fait subordonné. Les seules exceptions notables sont Owen et Pelloutier (1).

Dans le courant politique, au contraire, ce sont presque toujours des intellectuels, des transfuges de la bourgeoisie qui jouent le rôle directeur. Dans une organisation directe des producteurs il n'y a en effet point de place pour eux : ils sont, au contraire, tout indiqués pour tenir dans l'Etat les places laissées vacantes par les représentants de la classe adverse.

Phases révolutionnaires et phases réformistes.

Tels sont, depuis un siècle, les deux courants fondamentaux du mouvement ouvrier. A un autre point de vue, mais qui correspond à une différence moins fondamentale malgré les apparences, parce que variant avec les circonstances du moment, on peut distinguer la tendance *réformiste* et la tendance *révolutionnaire*. L'une et l'autre existent dans chacun des deux courants fondamentaux, dans le courant politique aussi bien que dans le courant économique.

Pour les réformistes, selon l'expression de l'un d'eux, « le mouvement est tout », le but final n'est rien, ou tout au moins pas grand'chose. Pour les révolutionnaires, au contraire, le mouvement ne vaut que dans la mesure où il rapproche du but final. Les premiers admettent bien que la suppression totale de l'exploitation capitaliste est le but à atteindre, mais c'est pour eux un but plus idéal que réel ; l'essentiel pour eux est d'améliorer le sort du prolétariat à l'intérieur même du cadre capitaliste. Les seconds considèrent, au contraire, la Révolution comme une réalité bien réelle, qui sera réalisée, sinon par la génération à laquelle on appartient, au moins par la suivante ; ils considèrent que des améliorations obtenues dans le cadre social existant n'ont de valeur que dans la mesure où elles peuvent servir de tremplin pour faire le saut dans la Révolution.

L'une ou l'autre tendance prédomine selon le moment. La classe ouvrière, en effet, progresse à la manière des ondes ; à certaines époques, le mouvement va de succès en succès, il s'amplifie chaque jour davantage, il est presque irrésistible ; dans cette période, la tendance révolutionnaire l'emporte ; le mouvement arrive à son point culminant ; sous une forme ou sous une autre la Révolution est tentée. Mais le jour n'était pas encore venu, les forces adverses étaient encore trop grandes, la capacité prolétarienne insuffisante : le grand mouvement échoue. Succède alors une phase réformiste ; on a peur maintenant de regarder trop loin, on se contente de ce qui est à portée immédiate : le réformisme prédomine. Ce lui est d'ailleurs d'autant plus facile qu'à ce moment la bourgeoisie, encore sous le coup de la peur qu'elle a eue, est prête aux concessions. Mais, peu à peu, au fur et à mesure que le souvenir de la défaite s'éloigne, des îlots révolutionnaires se reconstituent, de plus en plus nombreux, jusqu'à ce que se déclanche une nouvelle vague révolutionnaire, plus puissante, et qui montera plus haut que la précédente.

Dans le courant économique, le réformisme se manifeste par le corporatisme ; on borne son action à la défense du salaire et à la limitation de la journée de travail ; on limite pareillement son organisation aux membres du métier, de l'atelier ; on se limite aussi bien en étendue que dans le but ; la notion d'une solidarité active de toute la classe ouvrière est réduite au minimum.

Dans le courant politique, le réformisme se manifeste sous la forme d'une participation de plus en plus grande aux rouages de la vie politique bourgeoise, et à cela seulement : on abandonne toute tentative, toute forme d'organisation insurrectionnelle.

Par quelle suite de luttes entre les tendances opposées, par quelles alternatives de haut et de bas, est passé au cours de ces cent dernières années, le mouvement ouvrier mondial ; c'est ce que nous voudrions essayer d'indiquer dans les grandes lignes.

DE 1830 A 1870

Pendant un demi-siècle, de 1830 aux années 1870-71 le mouvement ouvrier, en tant que mouvement continu et organisé se limite à peu près à deux pays, qui sont encore les seuls à être véritablement capitalistes, les seuls à avoir à peu près complètement achevé leur révolution bourgeoise : la France et l'Angleterre.

Chartisme et Trade-Unionisme.

En Angleterre, après que la trades-union, cette anticipation magnifique du but final du syndicalisme, se

(1) Exceptions d'ailleurs plus apparentes que réelles, car Owen était d'origine ouvrière, et fut plutôt à vrai dire ce qu'on appelle aujourd'hui un « technicien » qu'un intellectuel ; quant à Pelloutier, s'il était d'origine bourgeoise, il apparut dès les débuts comme complètement ouvriérisé.

fut dissoute, les forces de la classe ouvrière britannique n'étant pas encore à la heuteur du but poursuivi, ce fut le chartisme.

Le chartisme se donne pour but principal la conquête d'une mesure spécifiquement ouvrière et d'ordre politique : la conquête du suffrage universel. Le chartisme n'en est pas moins un grand mouvement ouvrier, du fait que, pour conquérir le suffrage universel, il s'appuie à peu près exclusivement sur le prolétariat. Sauf dans ses derniers temps, lors de sa décadence, il réussit d'ailleurs la synthèse dont je parlais plus haut : à la fois parti et classe, réunissant dan son sein ceux qui surtout visent la conquête de l'Etat (dont le plus représentatif fut l'avocat irlandais O'Connor), et ceux qui visent surtout le développement par la base de la classe ouvrière, (dont le plus représentatif fut l'ouvrier menuisier Lovett), — mouvement utilisant à la fois l'insurrection (Newport) et la grève générale.

1848 : c'est la fin du chartisme. C'est aussi, après les grandes journées d'espoir, l'écrasement des grandes insurrections ouvrières dans l'Europe continentale, en France les journées de juin, en Europe centrale la prise de Vienne.

La classe ouvrière britannique alors se recueille. L'industrie britannique va atteindre son point culminant, elle constitue à ce moment, presqu'à elle seule, toute l'industrie mondiale ; l'Angleterre est l'« atelier du monde ». Cela fait, à la fois, que le prolétariat britannique acquiert une extension et une puissance suffisantes pour que ses maîtres ne puissent plus sérieusement songer à l'écraser, et que le capitalisme peut lui consentir, ou tout au moins consentir à certaines de ses catégories, des avantages que ne connaissent point les prolétaires des autres pays. Il en résulte que les ouvriers anglais continuent à s'organiser et à lutter, mais que leurs luttes ne dépassent pas le cadre corporatif et réformiste le plus étroit. C'est la grande période du trade-unionisme ultra-corporatif et ultra-réformiste, mouvement qui ne va pas, certes, sans remporter certains succès, mais succès étroitement limités à des améliorations d'ordre purement matériel (diminution de la journée de travail, augmentation des salaires) qui s'appliquent exclusivement aux ouvriers qualifiés. C'est le règne de l'aristocratie ouvrière.

48, l'Internationale et la Commune.

En France, après la grande anticipation de la dictature du prolétariat durant les journées de Lyon, le mouvement ouvrier conserve son allure politique.

Comme son contemporain, le chartisme anglais, il lutte pour le suffrage universel, mais la lutte pour celui-ci a une base ouvrière beaucoup moins nette qu'en Angleterre. En fait, jusqu'en 1848, le prolétariat français est à la remorque des républicains bourgeois ; la seconde insurrection de Lyon, en 1834, n'est déjà plus qu'un mouvement fomenté par les républicains bourgeois. Jusqu'en 1848, le mouvement ouvrier français traverse une phase politique réformiste.

Il en est tout au moins ainsi pour l'ensemble de la classe ouvrière française. Mais au sein de celle-ci il ne tarde pas à se former des groupes où l'on regarde plus loin. Une activité intellectuelle considérable s'empare d'éléments de plus en plus nombreux du prolétariat, qui s'aperçoivent que le suffrage universel et la République, ce n'est rien, si l'on ne supprime pas l'exploitation économique ; et que, pour supprimer celle-ci, il faut transformer du tout au tout l'organisation sociale.

De multiples projets de réorganisation sociale se font jour et sont âprement discutés. C'est à ce moment que s'élabore la théorie révolutionnaire du prolétariat. Les années du règne de Louis-Philippe sont pour la classe ouvrière l'équivalent des années de l'Encyclopédie pour la bourgeoisie. Le nom de « communiste » prend droit de cité. C'est à Paris, ces années-là, que Marx recueille les idées qu'il formulera dans l'immortel manifeste de la Ligue des Communistes.

Février 48 arrive : la Révolution de la petite bourgeoisie. Toutes ces idées éparses, tous ces petits groupes révolutionnaires, dispersés au sein du prolétariat français, se trouvent comme condensés par l'événement : la classe ouvrière s'aperçoit du jour au lendemain qu'elle est séparée par un fossé immense de cette bourgeoisie avec laquelle elle vient à l'instant de combattre, et qu'il lui faut lutter contre elle, si elle veut défendre ses propres intérêts. Elle entend, dès lors, transformer la République bourgeoise, qui vient d'être proclamée, en une « République sociale » : au drapeau tricolore, elle oppose le drapeau rouge. Ce n'est plus comme à Lyon, dix-sept ans plus tôt, un épisode local ; cette fois, c'est l'ensemble de la classe ouvrière française qui, pour la première fois, tente de s'emparer du pouvoir pour son propre compte ; c'est vers ce but que marchent, durant ces six premiers mois de l'année 48, les centaines de mille de prolétaires français, au premier rang desquels les ouvriers parisiens.

C'est l'échec. A Paris 10.000 tués au moins.

Il faut quelque temps pour se remettre.

La renaissance vint. Quinze ans plus tard. Et cette fois, sur un autre plan, sur le plan syndicaliste.

Ce fut la création de l'Internationale. L'Internationale, « cet enfant des ateliers parisiens, mis en nourrice à Londres », selon l'expression d'un de ses fondateurs.

La création de l'Internationale, c'est-à-dire, en fait, la création du premier organisme de coordination du mouvement syndical ouvrier français. Constituant des syndicats, conduisant des grèves, la section française de l'Internationale fut en réalité la première C.G.T. française ; la place de la Corderie fut sa rue Grange-aux-Belles.

Arrive la guerre, la défaite de la bourgeoisie française, la proclamation de la République. « La Corderie » comprend aussitôt son rôle : la classe ouvrière a à contrôler le nouveau pouvoir, en attendant de le remplacer. Vallès nous a laissé la relation de la réunion qui se tint au siège de la section parisienne de l'Internationale, quelques jours après le 4 septembre, pour la nomination du premier soviet ouvrier.

Le 18 mars arrive. L'Internationale y a joué son rôle, mais l'autre pôle du mouvement ouvrier, le pôle politique, représenté alors par le blanquisme, a eu lui aussi une influence considérable dans la réussite du mouvement. La conjugaison de ces forces ennemies a porté la classe ouvrière à l'Hôtel-de-Ville. La Commune se réunit. Et aussitôt le divorce se reproduit. Majorité et minorité. La « majorité », blanquiste, politique, qui a peut-être raison dans les mesures qu'elle propose, s'il ne s'agit que de l'objectif immédiat, qui est de battre Versailles. La « minorité », ceux de l'Internationale, défenseurs des principes essentiels et des inté-

rêts permanents de la classe ouvrière, gardiens auxquels est dû tout ce qui, dans la Commune, fut « social ».

Les Résultats.

La Commune est vaincue. Avec elle se termine la première période, celle pendant laquelle le mouvement ouvrier est presque exclusivement limité à l'Angleterre et à la France. L'Allemagne, pays jusque là purement agricole, va devenir en quelques années un grand pays industriel ; les autres pays d'Europe vont suivre, à une échelle réduite ; en même temps tout un continent nouveau, l'Amérique du Nord, jusque là simple fournisseur de matières premières, devient le pays le plus industriel du monde, tandis qu'un grand pays asiatique, le Japon, ainsi que de grands morceaux de l'Asie continentale, de l'Australie, voire de l'Afrique, subissent eux aussi une forte industrialisation qui tend à les mettre sur le même pied que les vieux pays.

L'industrie, l'économie capitaliste cessent de ce fait d'être concentrées en cette petite extrémité occidentale de la presqu'île d'Europe, elles envahissent le monde ; le mouvement ouvrier les suit ; avec elles il envahit le monde. Les conceptions, les idées, les expériences qui se sont forgées, au cours de ces quarante premières anné, au feu des luttes de classes du prolétariat anglais et français, vont se trouver alors exportées dans le monde entier, s'atténuant ou s'accusant, se modifiant, selon les milieux, mais restant pareilles dans leurs lignes générales, car le capitalisme, dans ses lignes générales, est dans le monde entier, semblable à lui-même.

La conquête la plus importante réalisée par les prolétariats français et anglais, en ces quarante années de lutte, et que les prolétariats plus jeunes trouveront dans leur berceau, est le droit de s'organiser.

Dès 1824, l'Angleterre avait supprimé l'interdiction des coalitions ouvrières, mais elle n'en condamnait pas moins, dix ans plus tard, six ouvriers agricoles, les premiers martyrs du syndicalisme, à sept années de relégation pour s'être « liés par serment ». Ce fut la dernière tentative sérieuse de la bourgeoisie anglaise pour empêcher les ouvriers de se coaliser et de s'organiser.

En France, ce n'est qu'en 1864 que le droit de grève est reconnu, et ce ne sera que quelques années après la clôture de la période que nous venons d'envisager, en 1884, que le droit syndical le sera à son tour.

Ce fut la conquête fondamentale. Par l'organisation, une organisation autonome, indépendante des organismes bourgeois, la classe ouvrière peut en effet former dès maintenant, au sein même de la société bourgeoise, sa propre société. Elle crée au sein de la société d'aujourd'hui, les cadres de la société de demain.

DE LA COMMUNE A LA REVOLUTION RUSSE

Dans la seconde période, celle qui s'étend de 70 à nos jours, le premier fait important qui se produit est le renforcement considérable donné à la tendance politique par l'arrivée du prolétariat allemand sur la scène de la lutte des classes.

Social-démocratie et Syndicalisme révolutionnaire.

Dans les années qui avaient précédé la guerre de 1870, un remarquable agitateur, Lassalle, avait créé, pour la première fois en Allemagne, une grande organisation prolétarienne, l'« Association Générale des Ouvriers allemands » (1863). Organisation de classe, en ce sens, qu'elle ne groupait que les ouvriers, en ce sens que pour la première fois, dans l'histoire de l'Allemagne, elle invitait les ouvriers à former un parti distinct des partis bourgeois et se donnant des buts spécifiquement prolétariens, mais organisation essentiellement politique, n'envisageant comme moyen d'action que la pression sur l'Etat, n'envisageant la libération économique du prolétariat qu'au moyen d'une intervention de l'Etat.

L'Association Générale des Ouvriers allemands, de Lassalle, est, dans un certain sens, le pendant de la General Trades'Union d'Owen. Toutes deux marquent le début de l'organisation du prolétariat dans deux grands pays ; elles datent chacune du moment précis où ces pays arrivent au stade du développement industriel ; elles constituent, chacune dans son pays, la première scission nette du prolétariat d'avec la bourgeoisie ; elles se donnent toutes deux pour but la libération totale de la classe ouvrière, par l'abolition du salariat ; et enfin, toutes deux présentent dès l'abord, et avec une pureté remarquable, le caractère particulier que va garder pendant des dizaines et des dizaines d'années après elles, le mouvement ouvrier de leurs pays respectifs, — mais ce caractère n'est pas le même.

La General Trades' Union donne naissance aux trade-unions, syndicats de métiers pratiquant la lutte directe contre le patronat ; l'Association Générale des Ouvriers allemands donne naissance à la social-démocratie, parti ne se préoccupant que de s'introduire dans l'Etat. L'actuel parti social-démocrate allemand se fonde en 1875 par la fusion des lassaliens et des marxistes, mais, malgré son étiquette marxiste, il reste le successeur direct des idées et de la pratique lassaliennes.

Le rapide développement pris par l'industrie allemande de 1870 à 1900, l'ultra-rapide développement qu'elle prit de 1900 à 1914, la faisant bientôt l'égale, puis la supérieure de l'industrie anglaise, le développement corrélatif que prit le prolétariat allemand, donnèrent à la tendance politique que celui-ci représentait une influence de premier ordre sur le mouvement ouvrier européen.

Comme à l'époque précédente, ce fut en France que les deux tendances s'affrontèrent avec le plus de netteté.

Le fameux et violent Congrès International de Londres (1896) fut l'épisode le plus caractéristique où se heurtèrent les deux tendances, la tendance allemande et la tendance anglaise, la social-démocratie et les syndicats ...par l'intermédiaire de la délégation française, exactement coupée en deux : d'un côté, faisant bloc avec les Allemands, les représentants des partis politiques français, de Millerand à Guesde en passant par Jaurès, et de l'autre, soutenus par les Anglais, les délégués des syndicats français et d'un parti syndicaliste : le parti allemaniste.

Le résultat du Congrès de Londres fut finalement une victoire pour les « politiques » : au prochain Congrès ne devaient être invitées que les organisations « reconnaissant la nécessité de l'action législative et parlementaire ». De ce fait les Congrès internationaux ouvriers suivants ne furent plus que des Congrès de partis politiques. La social-démocratie, le parti politique, s'affirmait ainsi comme la seule représentation de la classe ouvrière, le seul organisme qualifié pour parler en son

nom, au moins dans ses intérêts généraux. Les syndicats étaient relégués à un rôle subordonné ; ils devaient limiter leur action à la défense des intérêts particuliers et immédiats de leurs membres.

La réponse au Congrès de Londres ne tarda pas à venir ; l'antithèse à la social-démocratie ne tarda pas à se constituer : ce fut le syndicalisme révolutionnaire ; l'âme en fut Paris, le cœur en fut la C. G. T. française.

La C. G. T., définitivement formée en 1902, reprend le flambeau successivement tenu par la General Trades' Union et la section française de la Première Internationale. Elle groupe tous les travailleurs, d'une part pour une lutte directe et quotidienne contre le patronat et l'Etat, et d'autre part pour l' « abolition du patronat et du salariat ». Le fait qu'elle est une organisation économique ne cherchant pas à pénétrer dans l'Etat bourgeois n'empêche point la C. G. T. de mettre au premier plan de ses objectifs la Révolution sociale. Tout Etat est un Etat de classe, pense la C. G. T., il n'a pour fonction que d'assurer par la force l'exploitation d'une classe par une autre ; on ne doit donc avoir affaire à l'Etat que pour le détruire, en même temps qu'on détruira par cela même l'exploitation dont il est l'agent ; le prolétariat dont le but est de détruire les classes ne peut utiliser un organisme dont la seule fonction est de maintenir les classes.

C'est dans les premières années du nouveau siècle que les tendances, social-démocratie et syndicalisme révolutionnaire, atteignent l'une et l'autre leur plus parfait développement, que ces deux pôles du mouvement ouvrier s'opposent avec le maximum d'intensité.

L'influence de chacun d'eux varie avec les pays. L'Allemagne et ses voisins, Autriche, Suisse allemande, pays scandinaves (sauf la Norvège), forment un bloc social-démocrate parfait ; le syndicalisme révolutionnaire n'y a pratiquement aucune place. L'Italie subit fortement l'influence de la social-démocratie, autant que son capitalisme subit à cette époque l'influence du capitalisme germanique, cependant la classe ouvrière italienne est loin d'être complètement social-démocrate, le syndicalisme révolutionnaire y jouit d'une force sensiblement égale (1). Dans les autres pays latins : Espagne, Amérique du Sud, le syndicalisme révolutionnaire prédomine.

Les Etats-Unis, seconde édition de l'Angleterre.

Aux Etats-Unis, le mouvement ouvrier suit une courbe analogue à celle du mouvement anglais pendant la période précédente.

Une première phase, la phase héroïque, celle des martyrs de Chicago (1886), syndicaliste et révolutionnaire.

Mais ensuite, l'industrie de l'Etat américain jouit d'une situation privilégiée tout à fait analogue à celle dont jouissait cinquante ans auparavant l'industrie britannique. Comme celle-là, elle possède sur place les plus puissants gisements des grandes matières premières nécessaires à l'industrie moderne, au premier rang desquelles le charbon, au second le minerai de fer ; d'autre part, également comme l'Angleterre durant la période précédente, elle a d'immenses besoins à satisfaire : pour l'Angleterre c'étaient les besoins du monde commençant à s'éveiller à la vie industrielle, pour les Etats-Unis ce sont les besoins de tout un continent encore vierge.

Cette même situation privilégiée pour le capitalisme entraîne pour la classe ouvrière les mêmes conséquences. Le capitalisme américain peut accorder à de larges couches d'ouvriers un standard de vie supérieur à celui des ouvriers des autres pays ; il en résulte que le mouvement ouvrier des Etats-Unis garde bien la forme syndicaliste, mais c'est un syndicalisme réformiste, limité dans sa composition aux catégories d'ouvriers qui jouissent de cette situation privilégiée, limité dans son but à des améliorations dans le cadre social existant. La trade-union américaine des environs de 1900 se trouve ainsi être la réplique très exacte de la trade-union anglaise des environs de 1860, avec la corruption en plus, la corruption propre aux pays de récente accumulation, aux pays de nouveaux riches.

Une différence importante, cependant, avec l'Angleterre. La situation que nous venons de dire est propre en effet à l'Est des Etats-Unis. Dans l'Ouest, il n'en est plus de même. Dans l'Ouest, pays sauvage et désolé, pays de steppes ou de forêts, sans grand charbon, mais en revanche contenant les plus abondantes mines de minerais métalliques du monde entier, peine une population de bûcherons et de mineurs ; ceux-là n'ont point part au gâteau des mécaniciens et des maçons de l'Est. Comme dans l'Est c'est le syndicalisme qui y domine, mais ce n'est plus le trade-unionisme, c'est le syndicalisme révolutionnaire. Les deux organisations qui groupent ces travailleurs, la *Fédération des Mineurs de l'Ouest* et les *Travailleurs Industriels du Monde* (I. W. W.) constituent le centre du syndicalisme révolutionnaire dans le Nouveau-Monde, à la fin de cette seconde période.

Le Labour Party.

En Angleterre, vers 1890 la décadence du capitalisme britannique commence à s'accuser ; son rival le plus direct, le capitalisme allemand, le rattrape à grands pas. L'Allemagne tend de plus en plus à devenir la puissance dominante ; tout ce qui est allemand a le prestige du jeune et du nouveau.

Cette situation respective des capitalismes des deux pays ne peut pas ne pas entraîner de conséquences pour le mouvement ouvrier ; le mouvement ouvrier anglais se met donc à subir l'influence de la social-démocratie allemande. Cette influence se traduit par la formation en 1900 du *Labour Party*, c'est-à-dire la constitution par la classe ouvrière anglaise d'un parti politique. Les ouvriers anglais, qui jusque-là se contentaient de jouer le rôle d'appoint dans les luttes entre conservateurs et libéraux, forment à ce moment leur propre parti politique, à l'instar des ouvriers allemands. Mais ce parti diffère du parti allemand par un caractère essentiel : ce sont les syndicats qui y jouent le rôle dominant. Le Labour Party, ce sont les syndicats. Le Labour Party n'est que le mécanisme, la « machine », par laquelle les trade-unions participent à la vie politique de la bourgeoisie. Alors qu'en Allemagne le Parti commande aux syndicats, que les syndicats ne sont que l'appendice du

(1) Quand nous parlons de la force d'un mouvement nous ne parlons pas seulement, bien entendu, de sa force numérique. En matière sociale comme en toute autre matière, l'énergie est fonction de deux facteurs, un facteur d' « extensité » ou de masse, et un facteur d'*intensité*. C'est le produit de ces deux facteurs qui mesure l'énergie du phénomène. En l'espèce, le facteur d'intensité, c'est la conscience de classe, la volonté révolutionnaire.

parti, — en Angleterre ce sont les syndicats qui commandent au Parti, le parti est l'appendice des syndicats.

Par là le mouvement ouvrier britannique garde son caractère distinctif essentiel. Même au Parlement, même dans les ministères, il reste un mouvement syndical.

Dans les dominions britanniques, en Australie et en Afrique du Sud principalement, ainsi qu'en Norvège, surtout depuis une époque récente, le mouvement revêt le même caractère que le mouvement britannique dans cette dernière phase.

L'extension de l'organisation.

Nous avons vu que le principal résultat acquis par la classe ouvrière durant la première période de ses luttes avait été la conquête du droit de s'organiser. Dans cette seconde période, le résultat le plus marquant, c'est l'extension considérable qu'atteint l'organisation de la classe ouvrière.

Extension géographique, car le mouvement ouvrier n'est plus confiné à l'Angleterre et à la France, il envahit non seulement toute l'Europe, mais l'Amérique, l'Australie, une grande partie de l'Afrique et de l'Asie; et non seulement il s'étend à toute la race blanche, mais encore, chose qui, il est vrai, ne fait que débuter dans la période que nous venons de voir mais qui se développe vigoureusement dans la période qui suit, il pénètre chez les jaunes et chez les noirs. Il s'établit un mouvement ouvrier organisé au Japon, aux Indes, chez les travailleurs noirs d'Afrique du Sud, et ces tout derniers temps, en Chine.

Et d'autre part, extension au sein même des prolétariats déjà organisés, par la pénétration de l'organisation dans des couches prolétariennes qui jusque-là s'étaient tenues à l'écart. Cette extension se fait par les deux extrémités opposées.

Pas seulement en Angleterre, mais dans tous les pays, ce sont les ouvriers qualifiés, — ouvriers, c'est-à-dire travailleurs manuels, — et qualifiés, c'est-à-dire possédant un métier nécessitant un apprentissage — qui ont été les premiers à s'organiser. Or, dans la période que nous venons de voir, l'organisation gagne, d'une part, les ouvriers non qualifiés, les manœuvres, et d'autre part les salariés non ouvriers, les travailleurs non manuels.

En ce qui concerne les premiers, le fait décisif se passe en Angleterre : c'est la grande grève des docks de 1889, où pour la première fois le docker du port de Londres, ce type même du non qualifié, est organisé et très fortement, par les représentants du « jeune trade-unionisme », Tom Mann et Ben Tillet. Aujourd'hui la descendante de cette première union de dockers groupe 300 000 membres.

C'est en France, aux alentours de l'année 1910, lors des mouvements des instituteurs et des postiers, l'entrée des uns à la C. G. T. et les grèves des autres, que l'extension du mouvement ouvrier aux semi-prolétaires se produit de la façon la plus caractéristique.

Ainsi le mouvement prolétarien englobe maintenant tous les travailleurs ; aucune couche de salariés n'est laissée en dehors. Ouvriers des cinq parties du monde, et tous les ouvriers des cinq parties du monde se sont unis. Il y a certes encore bien des lacunes de détail, bien des fissures : le bloc n'est pas parfait mais on n'en peut pas moins dire qu'en gros, à la fin de cette seconde période, la parole du « Manifeste Communiste » est réalisée : les travailleurs de tous les pays se sont unis.

Il peut se produire des cassures tragiques ; elles ne peuvent plus désormais qu'être momentanées.

APRES 1917

Une troisième période, c'est la période actuelle, celle qui commence avec la Révolution russe. Cette période est trop près de nous, nous manquons trop de recul pour tenter d'en avoir une vue d'ensemble. Nous nous bornerons à quelques remarques.

La Révolution russe a été faite et a vaincu par la coalition, tant en Russie que dans les pays extérieurs, de toutes les forces révolutionnaires. Il est incontestable cependant que l'élément dirigeant de la Révolution en Russie fut le parti bolchevik, et que celui-ci ressort à la tendance politique et non à la tendance économique.

Dès lors, ce fut autour d'un parti politique, le parti qui avait fait la Révolution, que tendirent à se cristalliser dans le monde entier tous les éléments révolutionnaires du prolétariat. D'où un incontestable affaissement du syndicalisme révolutionnaire ; c'est en France que le phénomène est le plus marqué.

La Révolution russe produisit un second effet, diamétralement opposé. Les scènes dramatiques qui sont l'accompagnement inévitable de toute Révolution, les sacrifices extraordinaires qui durent être consentis par la classe ouvrière russe, effrayèrent une grande partie du prolétariat. Si on ajoute à cela l'extension que nous avons signalée du mouvement ouvrier dans les couches des semi-prolétaires comme les fonctionnaires, on a les raisons pour lesquelles le réformisme a atteint dans cette dernière période un degré très élevé. Que ce soit dans la social-démocratie allemande ou dans la C. G. T. française, la conscience de classe est actuellement réduite presque à néant ; le mouvement semble avoir momentanément perdu en intensité, ce qu'il a gagné en extension.

Cependant, il y a un pays où la Révolution est incontestablement en progrès sous la forme syndicale ; ce pays c'est l'Angleterre. La décadence de l'industrie britannique est telle en effet que les conditions qui ont permis au trade-unionisme réformiste d'y fleurir pendant quelque trois quarts de siècle, sont en pleine disparition. Avec elles le réformisme disparaît. La grève générale anglaise de 1926 est l'événement le plus important dans le mouvement ouvrier mondial, depuis celui d'Octobre 1917.

Une autre conséquence de la Révolution russe, d'un autre ordre, est l'introduction pour la première fois dans le mouvement révolutionnaire de la corruption et du dogmatisme.

Ce n'est point là un fait du hasard. Lorsqu'un mouvement révolutionnaire accède au pouvoir, c'est pour lui un moment extrêmement critique. Il risque d'y perdre ce qui jusque-là faisait sa force : sa vertu et son intelligence. La soumission aux puissants remplace le dévouement à la cause. Le dogme remplace la foi, le catéchisme se substitue au raisonnement. L'Eglise, qui maintenant peut s'appuyer sur le bras séculier, condamne ou force à abjurer, au lieu de convertir et de convaincre. C'est ce qui est arrivé au christianisme, au temps de Constantin. C'est le plus grave peut-être des dangers qui menacent actuellement le prolétariat.

Le mouvement prolétarien n'en a pas moins acquis dans l'ensemble une extension et une puissance telles

qu'il est devenu manifeste pour la bourgeoisie qu'il lui est impossible de le vaincre.

Pour s'en rendre compte, il n'y a qu'à comparer l'importance respective des mouvements successifs, tant ceux de la tendance économique que ceux de la tendance politique. Comparez la trades'union de 1834, simple feu de paille, la section française de la Première Internationale qui ne cesse de croître pendant six ans, et à laquelle il ne faut rien moins que le formidable massacre de la Commune pour l'abattre, et enfin le mouvement de la C. G. T. qui se développe quinze ans durant, et que seul le cataclysme de la guerre mondiale finit par faire sombrer. Comparez d'autre part l'insurrection de Lyon, la Commune de Paris, la Révolution russe. Dans les deux domaines la gradation est évidente.

D'où la peur qui ne quitte pas la bourgeoisie européenne depuis la guerre, et dont la frousse que manifeste en ce moment même notre bourgeoisie française à l'égard des prochaines élections est une comique manifestation. La bourgeoisie sent qu'il lui faut maintenant de toute nécessité, ou composer avec la classe ouvrière, ou lui céder la place. Dans les deux cas abdiquer. Abdiquer progressivement ou d'un seul coup, mais abdiquer.

Parlant de la première grande tentative d'émancipation de la bourgeoisie, le mouvement des Communes à la fin du Moyen Age, Augustin Thierry dit que les Communes « comme toute espèce d'institutions politiques de tous les temps », se sont « établies de force ouverte, octroyées de guerre lasse ou de plein gré, arrachées ou sollicitées, vendues ou données gratuitement »; car « les grandes révolutions sociales s'accomplissent par tous ces moyens à la fois ».

Ces paroles pourront sans doute s'appliquer à la Révolution prolétarienne, comme elles s'appliquent à la Révolution bourgeoise. Peuples ou générations, certains font par leur sacrifice, que d'autres semblent parvenir au but, presque sans effort.

R. LOUZON.

Comment meurent les Révolutionnaires

LE TESTAMENT DE JOE HILL

Sacco et Vanzetti ne constituent point une exception dans l'histoire du capitalisme américain. Dans les débuts de la guerre mondiale, Joë Hill, un valeureux militant des « Travailleurs Industriels du Monde » (I.W.W.) fut accusé faussement de vol et de meurtre, et condamné à mort. Au moment de marcher au supplice, le 18 novembre 1915, il légua ce testament philosophique :

— Mon testament ! qu'il est facile à faire :
Je n'ai plus rien. Pas de partage,
Et pas d'émoi pour mes parents.
« Elle n'amasse pas mousse, la pierre qui roule ».

— Mon cadavre ! Ah, si je puis en décider,
Que le feu le consume !
Que mes cendres soient dispersées par le vent joyeux,
Dans la campagne renaissante !

Peut-être alors, quelque fleur fanée
Revivra-t-elle, épanouie.
C'est là mon dernier vœu, pour cette argile,
Soyez heureux, vous tous ! Joë Hill.

L'enlèvement de la petite Ourdia

Le miracle se produira-t-il ?

Nous avons dit que six mois après l'enlèvement d'Ourdia, six mois après que le parquet d'Alger eut commis l'acte de forfaiture par lequel il se refusait à poursuivre le ravisseur et à rendre l'enfant à sa mère, et après que, durant ces six mois, force d'inertie et coups de couteau eussent été employés en vain pour faire taire les victimes, il avait fallu, en désespoir de cause, se résoudre à rentrer dans la légalité, se résoudre à tenter d'obtenir après coup une sorte de justification morale pour l'acte de Baille et pour celui du Parquet en faisant prononcer la déchéance de l'autorité paternelle à l'égard de la mère d'Ourdia, par l'autorité légalement compétente, le Tribunal Civil d'Alger.

Et nous ajoutions qu'à moins d'un miracle, à moins de ce miracle : des magistrats indépendants, — la déchéance de l'autorité paternelle serait prononcée.

C'est vers le 10 janvier que l'assignation en déchéance d'autorité paternelle fut définitivement lancée ; le 20, l'affaire était plaidée en Chambre du Conseil, c'est-à-dire à huis-clos, en présence seulement de la mère et de ses deux défenseurs. Le jugement fut rendu le 28.

CHEBLI OURDIA
photographiée avec sa tante quelque temps avant son enlèvement

Attendu, dit-il en substance, que rien dans l'enquête du parquet n'apporte des éléments permettant d'admettre la demande que celui-ci a formée en déchéance de la puissance paternelle, ou... de la rejeter, le tribunal ordonne une nouvelle enquête, qui est confiée à l'un des juges de paix d'Alger.

Ce qu'apportera cette enquête, nous le savons. Elle apportera une fois de plus la preuve lumineuse que la mère d'Ourdia, selon l'expression de ses patronnes, « ne travaillait que pour son enfant » ; elle apportera la preuve que la tante d'Ourdia, comme disent les voisins unanimes, traitait sa nièce « comme son propre fils ».

Après cela, le tribunal osera-t-il prononcer la déchéance ?

L'enquête qu'il vient de prescrire, doit-elle être considérée comme l'indice qu'il y a dans son sein un Kerambrun ? — ou ne serait-ce qu'une feinte afin de mieux se couvrir des apparences de l'impartialité, et donner ainsi plus d'autorité à l'injustice qu'on préparerait ?

La suite le dira.

R. L.

Nous avons reçu :

Henri Hauser : *Les Débuts du capitalisme*, 25 fr. (F. Alcan).

Francis Pichon : *La République a fait faillite*, 12 fr. (Figuière).

Stephen Mac Say : *De Fourier à Godin. Le Familistère de Guise*, 2 fr. (Edit. de « La Sauvagette », Gourdez-Luisant (E.-et-L.).

LA PETITE HISTOIRE

Qui ? Pourquoi ?

« M. André Kaminker, propagandiste du « Redressement », est venu annoncer, au milieu du scepticisme général, qu'à la table du « Redressement », s'asseyaient des ouvriers! Comme les rires fusaient, M. Kaminker déclara : « Vous ignorez ces faits parce que les noms de ces prolétaires ne figurent pas sur nos listes, contrairement à l'habiture démagogique des comités électoraux. Ces braves gens ne cherchent pas la publicité, ni pour eux, ni pour nous! »

On peut lire cette curieuse déclaration dans le compte rendu (*Impartial Français*, du 7 février), d'un débat au Club du Faubourg sur le fameux « Redressement Français ».

Quels sont ces ouvriers,ou ces dirigeants syndicaux qui s'asseyent à la table du « Redressement Français »?

Pour quelle raison cachent-ils leurs accointances avec M. Mercier et avec le gros patronat partisan de la rationalisation?

*
* *

La moitié de Rappoport.

Certains camarades se sont indignés de l'article publié par Rappoport dans l'*Humanité*, du 22 janvier. Qu'ils nous permettent de les calmer en leur rappelant une petite histoire qui date des premiers mois de la guerre de 1914.

La colonie révolutionnaire russe, aidée par des camarades typos russes sans travail, fonda le quotidien *Nache Slovo*, premier défenseur de l'internationalisme. Un jour, pour fêter ce résultat: les typos en mesure de toucher un mirifique salaire de trente sous, grand banquet à tout casser. Le thé coulait à flots. Et l'éloquence, donc! Les toasts ne finissaient plus. Tout le monde avait eu le sien.

Tout le monde, sauf Rappoport. Quelques camarades s'en aperçurent. Alors, l'un d'eux bravement, leva son verre:

— Je veux, dit-il, réparer un oubli. Je bois à la moitié de Rappoport qui est avec nous.

Et toute l'assistance de rire et d'applaudir.

Une moitié de Rappoport, en effet, était avec les internationalistes et l'autre moitié avec Hervé dont il restait le collaborateur à la *Guerre Sociale*.

Mes camarades, dites-vous bien que si une moitié de Rappoport a pu écrire l'article de l'*Humanité* démontrant que la victoire de l'opposition aurait entraîné la perte de la révolution, l'autre moitié de Rappoport aurait pu écrire un bien meilleur article démontrant tout le contraire.

*
* *

Après une séance de boxe.

Grande séance de boxe, il y a quelques semaines, à l'imprimerie Dangon, entre Chantesais, l'administrateur de la *Vie Ouvrière*, et Morin, le secrétaire de rédaction.

Pourquoi? La rumeur publique ne l'a pas dit. Mais elle a rapporté ces paroles de Monmousseau :

— Je te casserai les reins, mon petit Morin, comme jadis je les ai cassés à Chambelland.

En effet, Morin était « démissionné » au Comité de rédaction qui suivit. D'autres démissions, volontaires celles-là, se produisirent alors, notamment celle de Boville.

Surprise plus extraordinaire. Quelques jours après, à sa cellule, Chantesais se prononçait en faveur de l'opposition communiste.

*
* *

Nin et l'I. S. R.

On a parlé, il y a quelque temps, d'une lettre par laquelle André Nin, le secrétaire adjoint de l'Internationale Syndicale Rouge s'était affirmé en faveur de l'Opposition.

Ce que l'on n'a pas dit, c'est que peu de jours après, Nin avait été balancé du secrétariat de l'I. S. R.

C'est ainsi que l'I. S. R. comprend l'indépendance.

Notes Économiques

Dillon Read en France

Dans la *Révolution Prolétarienne* de février 1926, nous signalions la constitution, réalisée il y a aujourd'hui deux ans, des *Aciéries Réunies*, géant de la Ruhr, la plus colossale entreprise de métallurgie et de charbonnage de l'Ancien Monde. Et nous signalions cette création, sous le titre : *les Progrès de l'Empire Yankee*, car la réunion en cette unique entreprse des quatre grands Konzerns métallurgiques de la Ruhr, était l'œuvre d'une banque américaine, la banque *Dillon Read et Cie*.

Nous avons eu maintes fois à reparler, depuis lors, de ce colosse germano-américain, afin de noter ses progrès successifs, et comment il s'avérait de plus en plus qu'il était le noyau autour duquel s'agglomérerait un jour toute l'industrie lourde européenne. Le plus important progrès fut son union avec l'*I. G. Farbenindustrie* (communauté d'intérêts de l'industrie des couleurs), qui s'était constituée par la réunion de toutes les grosses entreprises de produits chimiques allemandes, entreprises qui, comme on le sait, ont atteint, depuis bien avant la guerre, un développement considérable, tout autre que celui des entreprises de produits chimiques françaises.

Une nouvelle conquête extrêmement importante, moralement encore plus que matériellement, vient d'être effectuée par le colosse : celui-ci vient de pénétrer en France en s'annexant la plus grosse des entreprises de produits chimiques françaises (1), les *Etablissements Kuhlmann*.

Depuis quelque trois ans, des pourparlers se poursuivaient entre les industries chimiques d'Allemagne, de France et d'Angleterre, afin d'établir une réglementation de leurs productions respectives, dans le genre de celle établie par les métallurgistes avec leur « Trust de l'Acier ». Ces pourparlers semblaient ne devoir jamais aboutir, lorsque brusquement, au début du mois dernier, on communiquait officiellement que l'entente avec l'Angleterre ne se faisait pas, mais qu'en revanche, une entente était conclue entre la France et l'Allemagne.

Simultanément, on apprenait que Kuhlmann, le principal intéressé à cette entente, augmentait son capital, et que ce capital serait souscrit dans sa plus grande partie par... la banque Dillon Read.

La stabilisation du franc a été en effet fatale à Kuhlmann. L'industrie des matières colorantes qui n'existait pas du tout en France avant la guerre, a été montée de toutes pièces depuis la guerre par les Etablissements Kuhlmann, ou plutôt par une filiale qu'ils ont depuis absorbée; grâce à la dépréciation du franc, cette nouvelle industrie put se développer rapidement, mais elle n'en restait pas moins une industrie jeune qui, pour cette raison, devrait être la première à souffrir de la stabilisation du franc. C'est ce qui est arrivé ; avec le franc stabilisé elle n'a pas pu tenir contre la concurrence étrangère : l'an dernier les ventes de Kuhlmann en matières colorantes ont diminué de 20 %.

C'était donc à brève échéance la débacle totale, si Kuhlmann ne parvenait à se garantir contre la concurrence germanique. Il y est parvenu : l'accord conclu lui assure une

(1) Quand je dis « la plus grosse », j'excepte Saint-Gobain, dont la production trop limitée aux engrais phosphatés et au marché français peut ne pas être comptée, malgré ses énormes tonnages, dans ce qui constitue vraiment aujourd'hui la grande industrie chimique.

participation dans la production globale des deux pays égale à celle qui existe actuellement, mais pour cela... il lui a fallu passer sous le contrôle de Dillon Read. Maître de la métallurgie et de l'industrie chimique allemandes par son contrôle sur les Aciéries Réunies et sur la « Farbenindustrie », Dillon Read devient maître de l'industrie chimique française par son contrôle sur Kuhlmann.

Et c'est ainsi que commence à se réaliser la prophétie de l'industriel allemand Rechberg que nous citions en février 1926 :

« *Le jour viendra vite où l'industrie lourde française aura, après une stabilisation du change français, autant besoin du crédit américain qu'en a besoin actuellement l'industrie lourde allemande. C'est alors que les Américains achèteront par les mêmes procédés, et très bon marché aussi, l'industrie lourde française.* »

Ce jour est arrivé.

La date à laquelle Dillon Read a souscrit les actions de Kuhlmann sera pour les historiens matérialistes de l'avenir une grande date de l'histoire, car elle marque le premier acte par lequel l'Empire yankee commence sa conquête de l'industrie du pays qui sera sans doute, de tous les pays d'Europe, le plus rebelle à être absorbé par le nouvel empire.

R. LOUZON.

LA

RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Une démarche à l'Ambassade de l'U. R. S. S.

La déportation récente de 180 militants révolutionnaires russes a produit dans la classe ouvrière une émotion que des courtisans s'évertuent à dissimuler mais que la Ligue Syndicaliste se devait et se doit de traduire. Elle a tenu à commencer sa campagne par une démarche à l'Ambassade de l'U.R.S.S. à Paris.

La Ligue Syndicaliste était intervenue, il y a environ deux ans, pour la mise en liberté de Nicolas Lazarevitch, ouvrier anarchiste-syndicaliste emprisonné arbitrairement par le Guépéou. Cette affaire révéla à beaucoup d'entre nous que le Guépéou, police secrète, avait non seulement le pouvoir de procéder à des arrestations, mais aussi celui de prononcer des condamnations, hors de tout contrôle et sans possibilité de défense ou d'appel. Les emprisonnements et les déportations de militants de l'opposition communiste prouvent que ce pouvoir, le Guépéou l'exerce encore sur une plus vaste échelle, ainsi qu'on vient de le voir au cours de ces derniers mois.

C'est contre cet état de choses que la Ligue Syndicaliste élève sa protestation, par l'ordre du jour suivant, que sa délégation a remis le 3 février, à Divilkosky, premier secrétaire de l'Ambassade de l'U.R.S.S. (l'ambassadeur Dovgalevsky n'ayant pas daigné recevoir une délégation ouvrière) :

La Ligue Syndicaliste, groupement réunissant des syndiqués appartenant soit à la C.G.T., soit à la C.G.T.U., soit à des groupements autonomes, et dont la tâche principale est la reconstitution de l'unité syndicale, n'entend pas, par la présente démarche, intervenir sur le fond des questions qui divisent actuellement le Parti communiste de l'U.R.S.S.

Face à la crise de la Révolution russe, dont la gravité ne peut échapper à aucun ouvrier révolutionnaire conscient, la Ligue Syndicaliste veut élever à la fois une protestation et un cri d'alarme.

La Ligue Syndicaliste proteste contre l'application de la justice administrative secrète aux ouvriers qui, en U.R.S.S., revendiquent leur liberté d'expression et de discussion au sein de leurs organisations de classe.

L'état de guerre civile exige une justice extraordinaire capable de réprimer rapidement les tentatives contre-révolutionnaires dirigées contre la classe ouvrière au pouvoir. Dans la situation présente de l'U.R.S.S., la classe ouvrière doit conserver le droit de réprimer toute action et toute agitation nuisibles à la révolution.

Mais ce droit de répression ne peut s'exercer contre des ouvriers syndicalistes, anarchistes ou communistes d'une façon clandestine, alors que des monarchistes et des socialistes-révolutionnaires ont eu la possibilité de se défendre librement et au grand jour.

C'est au contrôle du prolétariat révolutionnaire que le gouvernement soviétique doit soumettre tous les cas des ouvriers actuellement emprisonnés et déportés par décision administrative.

La Ligue Syndicaliste ne croit pas que le fait pour un ouvrier de discuter et de critiquer, au sein de ses organisations de classe, la politique et les actes du gouvernement soviétique, constitue un crime contre la sûreté de la Révolution.

Emprisonner et déporter les ouvriers qui usent de leur droit de discussion et de critique, c'est, croyant la préserver, nuire à la révolution et fournir de redoutables armes à ses ennemis.

Pénétrée de la nécessité pour les ouvriers de tous les pays de défendre la Révolution russe, la Ligue Syndicaliste jette un cri d'alarme aux dirigeants révolutionnaires russes qui, plus haut que leurs difficultés du moment, doivent voir que les procédés de répression dont ils usent mettent en péril la révolution elle-même, et son rayonnement dans le monde.

LA LIGUE SYNDICALISTE.

Adieu, l'unité syndicale !

Les récents débats du Congrès de la XXe Région et les derniers écrits du grand chef des « syndicalistes professionnels » marquent un recul considérable de l'unité syndicale au sein même de la C.G.T.U. Non seulement on renonce à rechercher l'unité avec la C.G.T., mais on ne veut plus subir d'opposition au sein même de la C.G.T.U.

Dans un article de tête de la *V. O.* (3 février), Monmousseau enseigne le nouveau catéchisme à ses fidèles : le redressement de la C.G.T. est impossible, dit-il ; il n'y a plus aucune différence entre la C.G.T. et les organisations jaunes ; les masses ne peuvent prendre au sérieux nos propositions de front unique ; nous ne pouvons plus envisager la fusion des deux organisations ; nous devons grouper l'ensemble des ouvriers au sein de la C.G.T.U.

C'est l'abandon complet de toute la tactique d'unité ; la répudiation de la résolution des Cheminots de Paris-Etat rive droite ; la violation cynique des décisions du Congrès de Bordeaux ; une fois de plus, c'est

faire le jeu des chefs réformistes, qui ne demandent pas mieux que de ne plus entendre parler d'unité.

En découvrant son esprit scissionniste et sa conception d'un syndicalisme de secte, Monmousseau sait bien qu'il dressera contre lui tous ceux qui ne renoncent pas, malgré les difficultés accrues, à travailler pour l'unité, aussi prend-il déjà l'offensive et s'efforce-t-il de dénaturer l'intervention de Monatte au Congrès de Bullier.

A Bullier, dit-il, Monatte fit une intervention « ni chair, ni poisson », et, par sa passivité participe lui-même à la « fascisation » du mouvement syndical.

Il est pour le moins curieux que cette intervention « ni chair ni poisson » ait suscité autant de colères chez les syndicalistes de gouvernement ! Les dirigeants de la C.G.T.U. se joignent à eux. Scissionnistes de droite et de gauche se sont unis ! C'est naturel.

Finie, la démocratie syndicale ! disions-nous l'autre quinzaine. Aujourd'hui l'on prépare l'exclusion de la C.G.T.U. des éléments de la Ligue syndicaliste.

Au Congrès de la XXe Région, non seulement la minorité a été bâillonnée, mais des manœuvres de scission ont été encouragées chez les Producteurs d'électricité et ébauchées contre le syndicat des Casquettiers.

Pour les Producteurs, on admet la théorie du « charbonnier maître chez lui » pour couvrir l'exclusion de quatre militants coupables d'avoir dénoncé un vol de 7.000 fr. commis au préjudice du syndicat.

Pour les Casquettiers, cette théorie de l'autonomie n'a plus cours, l'Union se prépare à convoquer une assemblée des Casquettiers par-dessus la tête du syndicat. Ce qui marque bien la volonté scissionniste des bureaux de l'Union des Syndicats et de la Fédération du Textile-Vêtement, — et ceci est à peine croyable ! — c'est qu'à chaque fois que la question a été évoquée on a empêché le délégué du syndicat de s'expliquer, aussi bien au Congrès qu'en Commission. De plus la Fédération refuse timbres et cartes au syndicat.

Ménard avait été exclu de son syndicat pour délit de tendance. C'était une maladresse.

A présent, on invente des prétextes pour exclure l'opposition et on emploie les mêmes manœuvres tortueuses employées jadis par les dirigeants réformistes.

Mais ça n'ira pas tout seul. Il y a, Dieu merci, encore beaucoup de vrais unitaires au sein de la C.G.T. Unitaire ! Monmousseau veut appliquer dans le syndicalisme la manière forte, exclusions et déportations, innovée par les dirigeants de Moscou. Du désir à la réalisation, il y a loin.

F. CHARBIT.

LA NOUVELLE AFFAIRE MENARD

Lettre ouverte à Claude Favier

Trésorier de la Fédération Unitaire de l'Éclairage

Lorsque j'eus connaissance de la déclaration publique que tu fis au Conseil général du Syndicat des « Producteurs d'Electricité » le 15 décembre 1927, par laquelle tu affirmais ceci : « *Il est vrai que j'ai remis à Bouveyron, pour « s'en servir par devant la justice dans l'affaire du vol du « syndicat, un Bon de l'Union Régionale. Mais, je fais « remarquer, qu'au préalable, j'avais tout effacé au dos « dudit Bon.* » Je fus tellement surpris, qu'il fallut que j'entende par ta propre bouche renouveler cette déclaration, pour me convaincre que tu l'avais bien faite.

Cependant, tu sais très bien que le 30 septembre 1926, étant ensemble au bureau de la Fédération de l'Eclairage, nous nous apercevions, devant l'ex-employé du syndicat des Producteurs, qu'une annotation — à remettre 3.000 fr. à Maure — figurait au dos du Bon n° 6.435 de l'Union Régionale.

Du reste, il te serait difficile de le nier, puisque à cette date tu montras ce Bon annoté à nombre de camarades.

Est-il utile de te rappeler que tu portas ce même jour de ta main au-dessus de l'annotation sus-mentionnée, diverses déclarations que fit l'ex-employé, alors que de concert, nous l'interrogions ?

Lorsque Bouveyron (désigné alors par le Syndicat pour faire la lumière) te demanda cette pièce à conviction, comme tu ne voulus pas laisser partir chez le juge d'instruction, ce Bon, portant des remarques par toi écrites, tu descendis au Syndicat du Gaz de Paris, afin d'effacer ce que tu y avais inscrit.

Et c'est pour cette unique raison que tu te permis d'effacer une partie de ce qui figurait alors au dos de ce Bon.

Par ta déclaration : « J'ai tout effacé » (et alors que nous savons que l'annotation — à remettre 3.000 francs à Maure — existe toujours au dos du bon) tu as jeté le trouble dans tous les esprits.

Pourquoi as-tu fait, fausse déclaration et faux témoignage auprès du juge, je l'ignore. Mais, je tiens à faire remarquer que :

1° Tu n'avais aucun droit de dessaisir la justice d'une pièce à conviction ;

2° Bouveyron t'aurait forcément répondu : « Tu peux garder ce Bon, qui ne peut servir à rien », si l'annotation en question n'y avait pas figuré.

J'avais pu constater depuis déjà longtemps que sur les questions de tendance tu donnais facilement raison au dernier venu. Je fus cependant passablement étonné à notre dernier Congrès de Bordeaux, de t'entendre faire cette déclaration équivoque :

« Avant de critiquer et de combattre les partisans de la « majorité confédérale qui vont assumer la gestion fédérale, « nous devons d'abord les voir à l'œuvre, etc., etc... ».

Quelques jours plus tôt, cependant, tu rédigeais toi-même en compagnie de nos camarades Kéraudy et Lafforgue, à La Magistère, la résolution d'orientation, sur laquelle devaient se compter les partisans de notre point de vue.

Néanmoins, je ne supposais pas que sur une question d'honnêteté, tu puisses laisser à d'autres le soin de te faire une opinion.

Voilà toute la vérité ; à sa lumière se juge la sincérité d'un militant.

A. MAURE,
ex-secrétaire de la Fédération Unitaire de l'Eclairage.

FAITS & DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

JEUDI 26 JANVIER. — Les résultats des élections au Conseil Supérieur des Chemins de fer : unitaires, 152.663 voix ; confédérés, 97.305.

Maroc. — Dix tirailleurs sont condamnés à mort pour avoir fraternisé avec les Rifains.

Norvège. — Le Cabinet travailliste est formé, sous la présidence de Hornsrud.

VENDREDI 27. — Zinoviev et Kamenev, dans une lettre publiée par la *Pravda*, abjurent toute opposition.

— Condamnation de Nicod, de Besançon, à un an de prison.

SAMEDI 28. — Conférence de Jouhaux à la Bourse du Travail de Paris, pour répondre aux critiques faites au programme de la C. G. T.

— Mort de l'écrivain espagnol Blasco Ibanez.

— Le général Weygand préside une conférence anticommuniste au Musée social.

Chine. — Vingt-sept communistes sont fusillés à Canton.

DIMANCHE 29. — Conférence d'organisation du Parti communiste sur le travail dans les Syndicats.

LUNDI 30. — Conférence nationale du parti communiste.

— Lettre de Tardieu au Comité des réseaux sur le déficit des Chemins de fer.

MARDI 31. — Treint, Suzanne Girault, Barré et Marguerite Faussecave sont exclus du parti communiste.

— Mort de F. Aussoleil, ancien député communiste de la Corrèze.

— Le tribunal de Guéret condamne Moniez-Furcy et Pérol à un mois de prison.

— Dans l'interpellation sur la politique financière, Spinasse glorifie le « fordisme ».

MERCREDI 1er FÉVRIER. — Réunion à Genève du Conseil d'administration du B. I. T.

JEUDI 2. — Poincaré défend à la Chambre sa politique financière. — Le *Populaire* démontre que c'est Poincaré qui a « crevé le plafond ».

— Le délégué gouvernemental anglais à la session du B. I. T., demande la révision de la convention de Washington.

VENDREDI 3. — Dans la deuxième partie de son discours, Poincaré annonce que la stabilisation devra comporter des avantages pour les rentiers. — Intervention de Blum.

SAMEDI 4. — Arrestation de Gaillard, secrétaire de l'Union des Syndicats parisiens.

— Congrès de l'Union locale des Syndicats parisiens.

Inde. — Manifestations pour l'indépendance hindoue pour protester contre l'arrivée de la Commission Simon.

LUNDI 6. — Meetings de protestation contre l'arrestation de Gaillard et l'invasion de la Grange-aux-Belles par la police.

MARDI 7. — Le Conseil des Ministres décide que la France s'opposera à toute révision de la convention de Washington.

MERCREDI 8. — *Norvège.* — Le ministère travailliste est renversé, sur son programme, par 86 voix contre 63.

JEUDI 9. — En conclusion du débat financier, Poincaré obtient une majorité de 370 voix contre 131.

— Mort de V. Lefebvre, ancien secrétaire de l'Union des Syndicats de la Seine.

VENDREDI 10. — André Marty est condamné par le tribunal de Toulon, à deux ans de prison.

U. R. S. S. — Ouverture de la 9e Session du Comité Exécutif de l'I. C.

* * *

La faillite du B. I. T.

Le B. I. T. vient de recevoir un coup terrible. L'Angleterre non seulement refuse de ratifier la convention de Washington sur les huit heures, mais elle en demande la révision. Les admirateurs du B. I. T., un moment atterrés, ont repris confiance après le désaveu infligé par le gouvernement français à son délégué Piquenard ; mais le fait essentiel du refus de ratification par l'Angleterre n'en demeure pas moins, refus illustré par une tentative du patronat textile anglais d'imposer la semaine de cinquante-deux heures.

Le *Populaire* du 6 février a montré assez exactement au fond de quelle impasse se trouve le B. I. T. :

Le Bureau International du Travail venait d'annoncer joyeusement l'accélération du rythme des ratifications. Celles-ci — au nombre de 255 aujourd'hui — inclinaient le monde du travail à l'optimisme et permettaient tous les encouragements. Cependant, un doute persistait au sujet de la convention sur les huit heures à cause des résistances rencontrées, des ratifications conditionnelles et conditionnées, et parce que cette convention est à la base de l'armature sur laquelle s'appuie la législation sociale internationale et qu'elle est pour ainsi dire le principe moteur de l'organisation internationale du travail et de son bureau de Genève.

Les pays qui, comme la France et l'Italie, ont ratifié conditionnellement, attendaient que l'Angleterre eût ratifié définitivement. La Pologne et l'Allemagne semblaient désireuses d'emprunter le même chemin. De sorte que l'Angleterre apparaissait comme le pivot du conditionnement et qu'il suffisait d'un geste de sa part pour rendre définitif ce qui était conditionné.

Aujourd'hui, non seulement ce geste n'est pas venu, mais il en est venu un autre d'une importance plus grave : l'Angleterre refuse carrément de ratifier la convention des huit heures et elle demande la mise en mouvement de la procédure de révision applicable à cette convention.

L'Angleterre s'appuie sur l'article 21 qui figure dans le texte de toutes les conventions votées par la Conférence Internationale du Travail et qui correspond à l'article 19 du Pacte de la Société des Nations visant la révision des Traités de Paix.

De ce fait, c'est une heure d'une gravité exceptionnelle qui sonne à l'horloge du Bureau international du Travail. Celui-ci est, par là même, à un tournant de son histoire.

* * *

Les déportations en Russie

Les nouvelles de Russie sur les déportations sont rares. La censure veille. Pourtant l'on sait que de nouveaux ordres de déportation continuent à être lancés contre des militants connus, tandis que de nouvelles fournées d'ouvriers opposants sont chassés de leur travail dans les usines, condamnés ainsi au chômage et à la faim.

Un supplément du *Bulletin Communiste*, du 25 janvier, a publié les trois brèves correspondance suivantes :

Un de nos correspondants de Moscou nous communique, à la date du 18 janvier :

Préobrajensky a été expédié le dimanche 15 sur Ouralsk ; le même jour, Karl Radek est parti pour Ichim (région d'Omsk), précédé de quelques caisses de bouquins.

Le 16, Trotsky devait partir pour Alma-Ata (anciennement Vierny). Cinq mille personnes étaient à 9 heures du soir à la gare de Kazan, le réclamant à grands cris. On amena ses bagages, puis le train partit sans lui, stoppa un peu plus loin ; la foule accourut, un peu plus loin encore même manège. Finalement, il ne fut pas expédié et on lui dit qu'il partirait seulement le 19.

Mais le 17, à 1 heure de l'après-midi (en plein jour, les ouvriers étant à l'usine), sept soldats vinrent l'enlever de force, brisant la porte de sa chambre, et le conduisirent en automobile à une station éloignée où ils le mirent dans un train.

Un autre correspondant nous informe, à la date du 19 :

On chuchote à Moscou qu'un « complot » contre Staline et Boukharine a été découvert et l'on s'attend à ce que d'une façon ou d'une autre on y mêle l'opposition. Les agents provocateurs du Guépéou ne chôment pas.

Troisième information de même date :

Les principaux membres de la tendance de Sapronov sont envoyés en Sibérie, notamment Vladimir Smirnov à Beriozovka (gouvernement de Tomsk) et Kharietchko dans la région de Narym. Sapronov lui-même est depuis

plusieurs jours dans un trou perdu de la province d'Arkhangelsk (Mer Blanche).

Le *Populaire*, du 8 février, a reproduit la crrespondance suivante adressée de Moscou au *Messager Socialiste* (organe des mencheviks) :

La lutte contre l'opposition est implacable. La presse n'en parle que si ce sont les organes supérieurs qui excluent des hommes plus ou moins connus.

Avec les militants du rang on ne se gênait pas du tout. Sans attendre la fin du Congrès, mais dès le vote de la résolution contre l'opposition, toutes les organisations locales et surtout les cellules d'usines, se mirent à exclure à tour de bras tous ceux de leurs adhérents qui étaient connus comme « opposants ». La cellule les faisait comparaître devant elle, constatait qu'ils appartenaient à l'opposition et les excluait séance tenante.

Les exclus sont très nombreux : les effectifs des cellules d'usines sont, comme on le sait, très faibles et souvent une cellule de 12-15 communistes excluait à la fois 4, 5 et 6 opposants.

Les opposants plus ou moins connus et qui n'ont pas demandé leur grâce ne sont pas seulement exclus, mais aussi privés immédiatement de travail.

Une nouvelle sorte d'opposants a fait son apparition. Ce sont des stalinistes, mécontents de la brutalité avec laquelle on supprime l'opposition. Aux réunions du parti, ils déclarent : « On ne peut pas salir ainsi les chefs d'hier sans que l'autorité du parti tout entier en souffre ». Les stalinistes fidèles les traitent « d'agitateurs » et se vengent sur eux à la première occasion.

Restés sans travail, les exclus fréquentent pendant des semaines les Bourses du Travail, dans l'espoir irréalisable de trouver à s'employer. Les organisations du parti leur proposent de l'ouvrage... à Narym (lieu de déportation en Sibérie) ou dans d'autres endroits aussi éloignés.

*
* *

Le Parti des déportations

Le Parti communiste français oserait-il approuver publiquement, et s'en rendre ainsi complice, la déportation en Sibérie des militants de l'Opposition communiste russe ? Il l'a osé, au risque de mériter désormais le nom de parti des déportations.

Il n'en est pas très fier et l'on chercherait vainement le mot de déportation dans son télégramme, pas plus d'ailleurs que dans l'*Humanité* où l'on s'est borné pudiquement à parler d'éloignement. Par contre, on s'évertue à faire diversion, à détourner l'émotion et la colère, en grossissant des faits comme l'arrestation de Cachin, Vaillant-Couturier ou celle même de Gaillard.

Le parti est d'accord « avec les mesures prises contre les chefs trotskystes » et commet la bêtise de prétendre qu'il a dû prendre lui-même de pareilles mesures. Toujours à l'instar. Mais, pour une fois, il lui sera difficile de copier le parti russe ; il n'a pas encore le moyen d'expédier ses opposants en Sibérie ou à la Guyane.

Voici le télégramme adressé au P. C. de l'U R. S. S. par la conférence nationale du parti français, tel que l'a publié l'*Humanité* du 7 février :

La Conférence nationale du P. C. F. salue le glorieux P. C. de l'U. R. S. S., guide éprouvé de l'Internationale communiste.

Elle l'assure de son attachement indéfectible à l'I. C. qui seule sait conduire le prolétariat allié aux masses paysannes dans la voie tracée par Lénine vers la révolution prolétarienne mondiale.

Au moment où les dangers des guerres impérialistes et surtout l'agression contre le premier Etat prolétarien sont plus grands que jamais, la Conférence nationale du P. C. F. assure le Parti de Lénine de sa ferme volonté de lutte et d'organisation du front unique de la classe ouvrière contre la guerre impérialiste, contre toute agression envers l'U. R. S. S.

La Conférence affirme son accord complet avec les décisions du 15e Congrès du Parti bolchevik. Elle sait que c'est avec ces décisions que le Parti dirigeant de l'Etat soviétique saura poursuivre et développer l'œuvre d'édification du socialisme.

La Conférence marque son accord avec les mesures prises contre les chefs de l'opposition trotskiste. Elle a d'ailleurs dû prendre des mesures analogues contre ceux qui, dans le Parti français, voulaient prolonger le travail de décomposition du mouvement communiste que dirigeaient les chefs oppositionnels dans le Parti de l'U. S. R. R. et dans toute l'Internationale communiste.

*
* *

L'attentat de Gironcourt contre le droit syndical

Est-ce déjà l'un des premiers fruits de l'« américanisation » ? On sait qu'en Amérique partout où il y a trust il n'y a pas de syndicats ouvriers. Aussi les faits scandaleux qui viennent de se produire chez les verriers de Gironcourt (Vosges) méritent grande attention. Delzant (*Peuple*, 4 février), expose ainsi les faits et leur signification générale :

Il n'est pas d'organisation ouvrière de l'industrie privée qui n'ait à se plaindre de voir *scier* ses têtes : secrétaires, trésoriers ou membres actifs des commisions.

Comme moyen de défense contre les coups portés à nos embryons d'organisation, nous n'avons eu jusqu'ici que la grève. Moyen de protestation plutôt que de défense. Moyen rudimentaire de moins en moins salutaire à mesure que les concentrations industrielles se réalisent et que le patronat étend ses ramifications et élève sa puissance.

Ces lignes nous sont inspirées par la position tragique de nos camarades verriers de Gironcourt, aux prises avec l'un des puissants groupes patronaux qui visent au trust de la verrerie, le groupe Souchon-Neurzel. Sous prétexte de transformations dans l'usine l'administration vient de procéder au licenciement de 50 ouvriers.

L'affaire prend pour nous figure de coupes sombres dans le fait que tout le bureau syndical et les membres les plus influents du syndicat sont compris dans les licenciements et chassés de l'usine, c'est le coup mortel porté à l'organisation ouvrière, aux intérêts du personnel tout entier.

La riche administration peut soutenir la nécessité des licenciements, bien que le personnel verrier ait demandé le partage du travail ; le fait qu'elle ait opéré au plus gros de l'hiver indique que ces hommes ont le cœur de pierre ; mais que les dirigeants du syndicat soient tous congédiés ne se justifie pas. Coupes sombres ; l'opération n'a pas d'autre nom.

L'opération s'éclaire lorsqu'on sait que le groupe Souchon règne sur une dizaine de gros établissements de verrerie et que celui de Gironcourt est le seul dont les ouvriers se soient élevés et maintenus à l'organisation. Elle signifie qu'il n'entend pas supporter plus longtemps le duo de la discussion des conditions de travail.

La question se pose de savoir si le gros patronat qui truste, centralise, rationalise l'industrie, va conserver le pouvoir, à mesure qu'il se fortifie et s'étend, de saper les syndicats ouvriers, sans recours possible pour les victimes. Elle dépasse Gironcourt et l'industrie du verre : c'est la question du droit syndical pour tous les travailleurs de l'industrie privée.

ENTRE NOUS

Les souscriptions de la quinzaine

Flauss (Seine), 10 ; Anonyme (Seine), 4 ; Beauvois (Cher), 10 ; Clément Camus (Seine), 50 ; Cauzard (Seine), 10 ; Reiland (Luxembourg), 10 ; Anonyme (Seine), 1.

Total de la quinzaine : 95 francs.

Le gérant : V. GODONNÈCHE



IMPRIMERIE « ARTIS »
200, Quai de Jemmapes, Paris (10e)
Téléphone : Combat 06-84

Les Nouveautés de la Quinzaine

Questions sociales

P.-J. Proudhon : *Œuvres complètes ; La Guerre et la Paix.* Introduction et notes de Henry Moysset (Rivière) .... 40 fr.

César Chabrun : *La Tactique financière ; Economique d'abord* (Alcan) .... 12 fr.

Maurice Bryé : *Le Port de Gênes* (Alcan) .... 18 fr.

J.-P. Palewski : *Histoire des chefs d'entreprise* (N. R. I.) .... 20 fr.

Louis Fischer : *L'Impérialisme du pétrole.* Traduit de l'anglais par Jeanne Fournier-Pargoire (Rieder) 20 fr.

Henry Torrès : *Le Procès des Pogromes.* Plaidoirie et témoigngaes (Edit. de France) ...... 12 fr.

Bertrand Nogaro : *La Vie économique* (Delagrave). 10 fr.

Romans, Théâtre, etc.

Georges Duhamel : *La Nuit d'Orage,* roman (Mercure) .... 12 fr.

Maurice Maeterlinck : *La Vie de l'Espace* (Fasquelle) .... 12 fr.

Mme Laurent Tailhade : *Laurent Tailhade au Pays du Mufle* (Quignon) .... 10 fr.

J.-H. Rosny jeune : *Les Chaperons blancs* (Nouvelle Revue Critique) .... 10 fr.

Victor Barrucand : *Le Chariot de terre cuite,* cinq actes, d'après la pièce du théâtre indien (Payot). 15 fr.

H. Deberly : *Un Homme et un Autre* (N. R. F.) 12 fr.

Maxime Gorki : *Les Cafards.* Trad. du russe par Dumesnil de Gramont (Calmann-Lévy) .... 9 fr.

Maurice Genevoix : *Les Mains vides* (Grasset). 12 fr.

La Librairie du Travail *se charge de fournir rapidement ces ouvrages, ainsi que tous autres qui lui seraient demandés. Adresser demandes et fonds au nom de Marcel Hasfeld,* 96, *quai de Jemmapes, Paris* (10e). *Chèque postal :* N° 43-08.

Utilisez le "Colis Mensuel"

Son but ?

Fournir régulièrement, chaque mois, au militant ouvrier le ou les livres nouvellement parus qu'il a intérêt à lire.

Remédier à la négligence de passer chez le libraire ou de lui écrire pour obtenir un livre, pourtant désiré.

Les abonnés au « Colis Mensuel » peuvent naturellement indiquer eux-mêmes chacun des livres qui doivent leur être envoyés.

La base de l'abonnement est de 10 fr. par mois mais reste au gré de l'abonné qui reçoit la catégorie qu'il désire, jusqu'à concurrence de la somme mensuelle fixée par lui.

(Demander à la « Librairie du Travail » sa notice sur le « Colis Mensuel).

Ouvrages d'actualité

Sur la crise russe

Léon TROTSKY : Cours nouveau .... 2 fr.

Max EASTMAN : Depuis la mort de Lénine .... 12 fr.

La Déclaration des « 83 », thèses et discours de Trotsky et Zinoviev .... 2 fr.

La plate-forme politique de l'Opposition russe .... 2 fr.

Sur la rationalisation

Paul DEVINAT : L'Organisation scientifique du Travail en Europe .... 20 fr.

André PHILIP : Le Problème ouvrier aux Etats-Unis .... 50 fr.

G. BRICARD : L'Organisation scientifique du Travail .... 9 fr.

E. POUGET : L'Organisation du Surmenage .... 2 fr.